



UMOA-Titres

Bâtir un Marché intégré des Titres Publics

NOTE D'INFORMATION



**Côte
d'Ivoire**

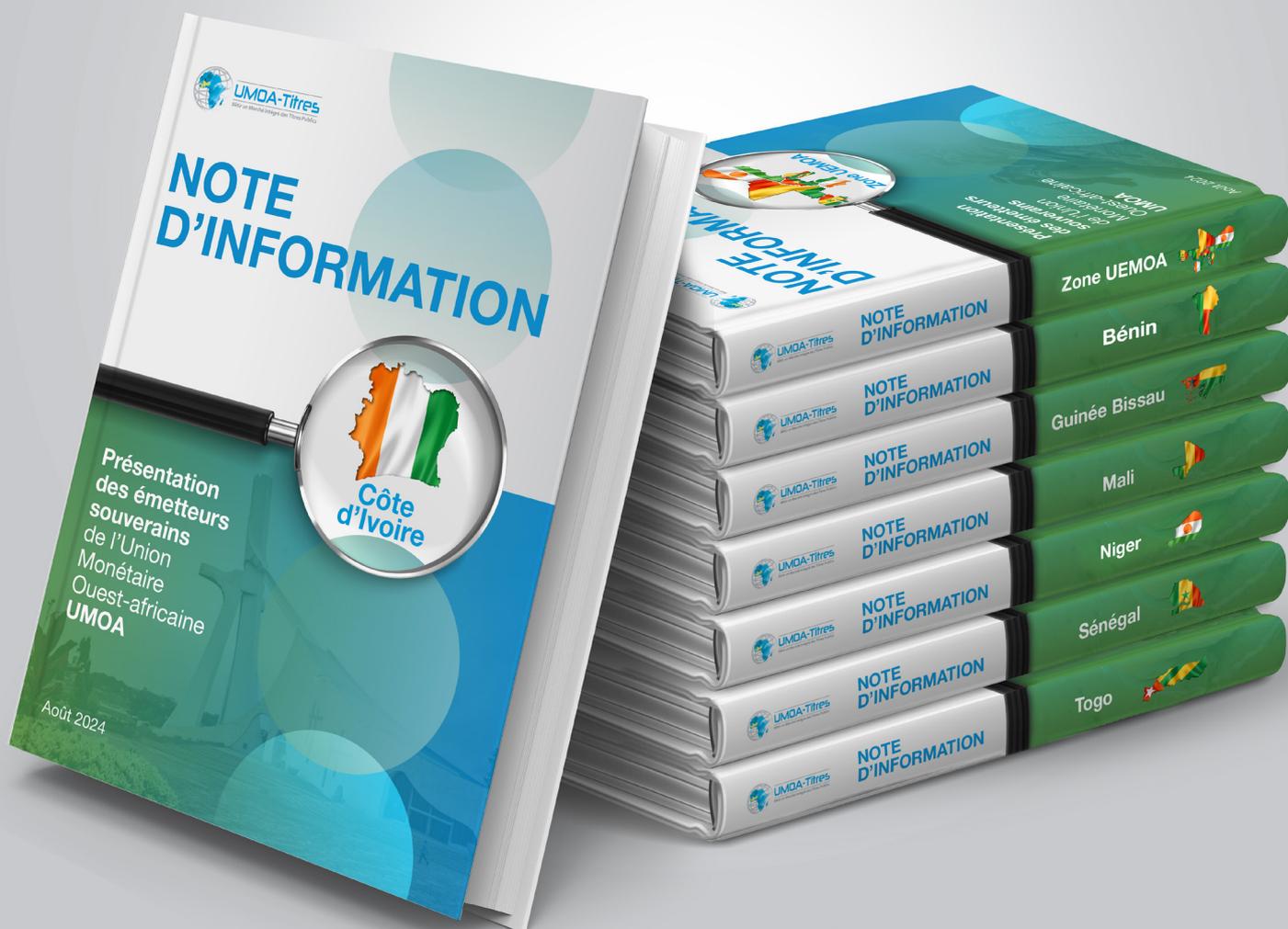
**Présentation
des émetteurs
souverains
de l'Union
Monétaire
Ouest-africaine
UMOA**

Novembre 2024

SOYEZ UN INVESTISSEUR AVERTI GRÂCE AUX NOTES D'INFORMATION DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

Bénin | Burkina | Côte d'Ivoire | Guinée Bissau | Mali | Niger | Sénégal | Togo

télécharger sur
www.umoatitres.com





SOMMAIRE

ACRONYMES	4
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
ATTESTATION ÉMETTEUR	9
BREF APERÇU DE LA COTE D'IVOIRE	10
1 SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE ET PERSPECTIVES	11
1.1 Secteur réel	11
1.2 Finances publiques	14
1.3 Balance des paiements	21
1.4 Système monétaire	28
2 QUALITÉ DE SIGNATURE	31
2.1 Climat des affaires	31
2.2 Gouvernance financière	31
2.3 Notation souveraine	32
3 PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT : PRÉSENTATION ET PROJETS STRUCTURANTS	34
3.1 Réalisations et achèvement récents	34
3.2 Réalisations en cours et à venir	37
4 SITUATION DE LA DETTE	38
4.1 Niveau d'endettement	38
4.2 Dette intérieure	40
4.3 Dette extérieure	41
4.4 Viabilité et soutenabilité de la dette	44
4.5 Stratégie d'endettement	44
5 FACTEURS DE RISQUE	46
5.1 Risques politiques et sécuritaires	46
5.2 Risques sociaux	46
5.3 Risques macroéconomiques	46
5.4 Risques concernant la mobilisation des ressources	47
5.5 Risques sanitaires	47
5.6 Risques environnementaux et sanitaires	47
6 ANNEXES	48
6.1 Croissance réelle du PIB détaillée par secteur	48
6.2 Croissance réelle du PIB détaillée par poste de demande (en %)	49
6.3 Détail des émissions du pays de 2018 à 2023	49
6.4 Détail des titres en vie en fin 2023	54
7 LEXIQUE	58

ACRONYMES

AGOA	African Growth Opportunities Act
AILCT	Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme
APPD	Accord de Partenariat et de Pêche Durable
AVD	Analyse de Viabilité de la Dette
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BAT	Bon Assimilable du Trésor
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	Banque Islamique de Développement
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAF	Coût Assurance Fret
CDN	Contributions Déterminées au Niveau National
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CFA	Communauté Financière Africaine
CGI	Code Général des Impôts
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CPIA	Country Policy and Institutional Assessment
CST	Comptes Spéciaux du Trésor
CVD	Cadre de Viabilité de la Dette
DDPD	Direction de la Dette Publique et des Dons
DGBF	Direction Générale du Budget et des Finances
DGE	Direction Générale de l'Economie
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques
DTS	Droit de Tirage Spécial
EBC	Enseignement de Base Complémentaire
EST	Estimation
FAD	Fonds Africain de Développement
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FEC	Facilite Elargie de Crédit
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free On Board

ACRONYMES

FRD	Facilite pour la Résilience et la Durabilité
FRV	Facilite pour la Résilience et la Viabilité
GAFI	Groupe d'Action Financière
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GIABA	Groupe Intergouvernemental contre le Blanchiment d'Argent de l'Afrique en l'ouest
IDA	Association Internationale de Développement
IDE	Investissements Directs Etrangers
IDH	Indice de Développement Humain
IIAG	Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine
IMF	Institution de Microfinance
INF	Inferieur
INS	Institut National de Statistique
IPC	Indice de Perception de la Corruption
ISIN	International Securities Identification Numbers
LBC/FT	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
LFI	Loi de Finances Initiale
MBPE	Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat
MEDC	Mécanisme Elargi de Crédit
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MPD	Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement
MW	Mégawatt
NIF	Numéro d'Identification Fiscale
NPF	Nation la Plus Favorisée
OAT	Obligation Assimilable du Trésor
ODD	Objectif de Développement Durable
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Organisation Mondiale des Douanes
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OMVG	Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Gambie
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
PCC	Prélèvement Communautaire CEDEAO
PCS	Prélèvement Communautaire de Solidarité
PEF	Programme Economique et Financier
PFR	Pays à Faible Revenu
PIB	Produit Intérieur Brut
PINA	Programme National d'Investissement Agricole
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PND	Parti de la Nouvelle Démocratie
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire

ACRONYMES

PNIA	Programme National d'Investissement Agricole
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
PREV	Prévision
PROJ	Projection
RAMSAR	Convention Relative aux Zones Humides d'Importance Internationale
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RMP	Rendement Moyen Pondéré
SDMT	Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
SIDA	Syndrome de l'Immunodéficience Acquise
SGMTR	Stratégie Globale de Recettes à Moyen Terme
SNLC	Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption
SYGADE	Système de Gestion et d'Analyse de la Dette
TBS	Taux Brut de Scolarisation
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest-Africaine
UNCTAD	United Nation Conference on Trade and Development
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USD	Dollar américain
VA	Valeur Actuelle
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La Côte d'Ivoire fait partie des pays les plus dynamiques de l'Afrique subsaharienne avec un PIB nominal estimé à 47 790,9 milliards en 2023 contre 43 771,2 milliards de FCFA en 2022 (soit une augmentation de 9,2%). Selon les statistiques démographiques de l'UEMOA, le pays a également la plus grande population de la zone, estimée à 29,4 millions d'habitants en 2022 (INS).

Premier producteur mondial de cacao et de noix de cajou, la Côte d'Ivoire conserve sa place de première puissance économique sous régionale en 2023. La croissance moyenne annuelle du PIB réel a atteint 5,1 % entre 2018 et 2022. En 2023, la croissance économique estimée à 6,5 % selon l'INS est portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire, par l'investissement privé et public et par la consommation privée. Une contribution positive du secteur primaire sur la croissance est attendue en 2024 à la faveur de la hausse de l'agriculture d'exportation et de l'agriculture vivrière. L'économie ivoirienne demeure résiliente face aux chocs extérieurs, les perspectives de taux de croissance annoncées pour les années 2024 (+6,1%) et 2025 (+6,3 %) ¹ demeurent supérieures aux taux de croissance prévus au niveau mondial (3,2 % en 2024 et 2025) et à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

En 2021, Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a entamé la mise en œuvre de son nouveau Plan National de Développement (PND 2021-2025), avec pour objectif de réaliser la transformation économique et sociale de la Côte d'Ivoire, à l'horizon 2030. Les réformes et les investissements du Plan National de Développement (PND) ont contribué aux progrès sociaux et économiques remarquables du pays. Le déficit budgétaire ressort en baisse à 5,2% du PIB en 2023 (2 508,1 milliards FCFA) contre 6.8% du PIB en 2022 (2 982 milliards de FCFA). Le taux d'inflation s'est largement atténué à 4,4 % en 2023 contre 5,2% en 2022 (- 0,8 points) liée à la baisse du prix des produits alimentaires. Le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est légèrement détérioré de 0,4 point de pourcentage du PIB par rapport à 2022, en passant de 7,7% du PIB en 2022 à 8,1% du PIB en 2023. Cette détérioration résulte de la progression des déficits structurels des services et des revenus primaires malgré la hausse observée de la balance des biens (+317,3 milliards de FCFA).

L'environnement bancaire en Côte d'Ivoire s'est montré résilient face à la hausse progressive des taux directeurs de la BCEAO et de l'abandon de la facilité de refinancement des banques introduite pendant la crise de la COVID. Cependant les conditions financières se sont quelque peu détendues par l'achat de la BCEAO de dettes souveraines en juillet et en septembre 2023, les taux interbancaires régionaux diminuant d'environ 100 points de base. La croissance du crédit au secteur privé rebondi de 7,9 % en 2022 à 18,9 % en 2023, tandis que le crédit au secteur public a ralenti conformément à l'assainissement budgétaire.

A fin 2023, l'euro est la monnaie dominante dans la dette ivoirienne (70,8%), suivie par le Dollar U.S. (11,9%) et le FCFA de l'UEMOA (11%). L'encours de la dette publique a augmenté à 58,1% du PIB en 2023 (soit 27 782,6 milliards) contre 56,7% du PIB en 2022 (soit 24 774,4 milliards de FCFA) en raison de la forte mobilisation des ressources financières destinées à financer le vaste programme d'investissement public du PND. Toutefois, le ratio dette publique sur PIB reste toujours en dessous du seuil communautaire de 70%. Le pays présente un risque de surendettement modéré.

¹ Source : MEF/DGE/DPPSE, INS, Cadrage macroéconomique 2022-2029, mis à jour le 09 octobre 2024

Tableau 1. Principaux agrégats macroéconomiques

Côte d'Ivoire milliards FCFA	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (e)
Economie nationale						
PIB Nominal	32 506,1	35 382,0	36 278,0	40 366,9	43 771,2	47 790,9
Croissance du PIB réel (en %)	4,8	6,7	0,7	7,1	6,2	6,5
Taux d'investissement (en % du PIB)	22,5	22,7	20,3	21,1	25,2	25,5
Taux d'inflation (en %)	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4
Balance des paiements						
Exports FOB	6 619,6	7 399,2	7 194,8	8 495,6	10 166,1	10 341,5
Imports FOB	5 396,2	5 552,8	5 478,3	6 802,4	9 495,8	9 354,0
Solde	1 223,4	1 846,4	1 716,5	1 693,2	670,3	987,6
Balance courante en % du PIB	-3,9%	-2,2%	-3,1%	-3,9%	-7,7%	-8,1%
Finances publiques						
Recettes et dons	4 764,1	5 158,4	5 289,2	6 140,2	6 684,4	7 771,7
Dépenses	5 708,3	5 943,9	7 255,1	8 102,0	9 666,3	10 279,8
Solde	-944,2	-785,5	-1 965,9	-1 961,8	-2 981,9	-2 508,1
Dettes publiques						
Dettes intérieure	3 994,4	4 432,7	6 045,6	7 959,2	9 705,3	10 626,3
Dettes extérieure	7 613,4	8 867,5	10 756,7	12 310,6	15 069,1	17 156,3
Dettes intérieure en % du PIB nominal	12,3%	12,5%	16,7%	19,7%	22,2%	22,2%
Déficit budgétaire						
En valeur	944,2	785,5	1 965,9	1 961,8	2 982,0	2 508,1
En pourcentage du PIB nominal (%)	2,9%	2,2%	5,4%	4,9%	6,8%	5,2%

Note : (e) : estimation

Tableau 2. Position de la Côte d'Ivoire en regard des critères de convergence de l'UEMOA

		2018	2019	2020	2021	2022	2023 (e)
Critères de premier rang							
Solde budgétaire global dons compris/ PIB nominal	>=-3%	-2,9	-2,2	-5,4	-4,9	-6,8	-5,2
Taux d'inflation annuel moyen	<=3%	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (en %)	<=70%	36,0	37,9	46,3	50,9	56,7	58,1
Critères de second rang							
Taux de pression fiscale (en %)	>=20%	11,3	12	12	12,8	12,9	13,9
Masse salariale/Recettes fiscales (en %)	<=35%	44,4	40,5	42,0	36,5	35,7	33,8

Source : Commission de l'UEMOA Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, 2024, Note : (e) : estimation.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCEMENTS

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Abidjan, le 19 NOV 2024

N° 04014 /MFB/ DGF/DNMFPM/SDFM/KIK

ATTESTATION DE L'ÉMETTEUR

Je soussigné, Lanciné DIABY, Directeur Général des Financements, agissant au nom de l'Etat de Côte d'Ivoire, atteste que les données et informations contenues dans la présente Note d'Information sont conformes à la réalité et n'ai connaissance d'aucune information de nature à en altérer la portée.

L'objectif visé à travers cette Note d'Information est de porter à l'attention des investisseurs sur les titres publics émis par l'Etat de Côte d'Ivoire, toutes les informations utiles à la prise de décisions d'investissement.

Toutefois, je rappelle que les informations et analyses prospectives présentées dans ce document sont basées sur des projections établies à partir d'hypothèses qui sont entachées d'incertitudes pouvant entraîner des différences entre les réalisations effectives et les performances économiques attendues.

Cette note d'information publiée sera mise à jour chaque fois que nécessaire, afin de rendre compte :

- de l'évolution de la situation économique de la Côte d'Ivoire ;
- de la disponibilité ou de la mise à jour des données économiques ;
- de quelques changements intervenus.

Lanciné DIABY
Directeur Général des Financements



• Avenue Marchand, Rue Lecoœur - Abidjan Plateau
• Immeuble SCIAM, 3^{ème} étage • BP V 163 Abidjan

• Tél. : (+225) 27 20 25 08 50 / 27 20 25 08 93
• Site web : www.finances.gouv.ci





BREF APERÇU DE LA CÔTE D'IVOIRE

Bénin | Burkina | Côte d'Ivoire | Guinée Bissau | Mali | Niger | Sénégal | Togo



PIB Nominal
en 2023

47 790,9
Milliards
F CFA

Taux de croissance réel
du PIB en année 2023

6,5%

Taux d'inflation en année 2023

4,4%

Déficit budgétaire

5,2% du PIB

Taux d'endettement en année 2023

58,1% du PIB

Principaux produits
d'exportation du pays

Café / Cacao



Superficie
322 462 km²



Capitale
Yamoussoukro / Abidjan



Population en 2022
30 229 680 habitants



Monnaie
Francs CFA



Langue officielle
Français



Type de régime politique
Régime présidentiel

1 SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE ET PERSPECTIVES

1.1 SECTEUR RÉEL

1.1.1 ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

La Côte d'Ivoire a enregistré une progression importante de son Produit Intérieur Brut (PIB) nominal qui est passé de 32 506,1 milliards de FCFA en 2018 à 43 771,2 milliards de FCFA en 2022. Pour l'année 2023, malgré la persistance des effets résiduels de la pandémie de COVID-19 et des conséquences du conflit russo-ukrainien, le niveau du PIB nominal est estimé à 47 790,9 milliards de FCFA, soit une augmentation de 9,2% par rapport à l'année précédente. Les projections de la DPPSE prévoient, pour les années 2024 et 2025, un niveau du PIB nominal respectivement de 52 400,0 milliards de FCFA et de 57 100,0 milliards de FCFA².

En volume, le PIB suit la même tendance avec une progression de 6,5 % en 2023 contre une moyenne annuelle de 5,1 % entre 2018 et 2022, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage de croissance par rapport à la moyenne considérée. En effet, le PIB réel est passé de 32 690,6 milliards de FCFA en 2018 à 39 952,2 milliards de FCFA en 2022 et, il est estimé à 42 563,5 milliards de FCFA en 2023. Cette consolidation de la croissance est en lien avec la stabilité de l'environnement sociopolitique et sécuritaire, de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025, de la mise en œuvre d'importantes réformes structurelles et de politiques économiques appropriées.

En dépit d'un environnement international peu favorable³, les perspectives annoncées pour les années 2024 et 2025 demeureront bonnes avec des taux de croissance de 6,1% en 2024 et 6,3 % en 2025. Ces taux sont supérieurs aux taux de croissance prévus au niveau mondial (3,2 % en 2024 et 2025) et au niveau de l'Afrique subsaharienne (3,6 % en 2024 et 4,2 % en 2025)⁴ confirmant, ainsi, la résilience de l'économie ivoirienne face à la persistance des chocs extérieurs.

Tableau 3. Evolution du PIB nominal et projections⁵

	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (e)	2024 (p)	2025 (p)
PIB nominal	32 506,1	35 382,0	36 278,0	40 366,9	43 771,2	47 790,9	52 400,0	57 100,0
PIB réel	32 690,6	34 872,4	35 132,0	37 613,5	39 952,2	42 563,5	45 141,7	47 967,9
Croissance du PIB réel (en %)	4,8	6,7	0,7	7,1	6,2	6,5	6,1	6,3

Note : (e) : estimations ; (p) : projection Source : MEF/DGE/DPPSE, INS, Cadrage macroéconomique 2018-2025, mis à jour le 09 octobre 2024

1.1.2 CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DU PIB RÉEL PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Sur la période récente 2018-2022, l'économie ivoirienne a enregistré une croissance économique moyenne de 5,1 % tirée par les secteurs tertiaire et secondaire avec une contribution moyenne à la croissance de 2,3 et 1,1 points⁶ et, suivent le secteur primaire et le secteur non marchand (0,7 point de croissance pour chacun).

2 DPPSE (2024), « Cadrage macroéconomique 2018-2025 », mise à jour du, 09 octobre 2024

3 En effet, la hausse des taux d'intérêt directeurs internationaux et les sanctions prises contre la Russie perturbent les échanges extérieurs entre le binôme Russie-Ukraine et le reste du monde. Elles entraînent une flambée des prix des produits énergétiques et alimentaires et des biens intermédiaires.

4 FMI (2024), « Perspectives de l'économie mondiale », octobre 2024.

5 Depuis le 29 janvier 2020, la Côte d'Ivoire produit ses Comptes Nationaux annuels suivant le nouveau Système de la Comptabilité Nationale (SCN2008) des Nations Unies, à partir d'une nouvelle année de base (2015).

6 Avec une part moyenne dans le PIB respectivement de 41,0 % et 20,9 % contre 17,6 % pour le secteur primaire et 13,0 % pour le secteur non marchand.

Pour l'année 2023, la croissance économique est estimée à 6,5 %. Elle est également tirée par les deux secteurs tertiaire et secondaire avec une contribution respective de 3,8 points de croissance et 2,5 points de croissance. Mais contrairement à l'année 2022, le secteur primaire a contribué négativement à la croissance (- 0,7 point de croissance en 2023).

Cette contribution négative du **secteur primaire** est en lien avec le fléchissement de la dynamique de l'agriculture d'exportation (- 11,8 %) en dépit de la croissance de l'agriculture vivrière (+ 8,5 %), de la pêche (+ 0,7 %) et de la sylviculture (+ 0,4 %). Néanmoins, en 2024 et 2025, le secteur primaire devrait contribuer positivement à la croissance respectivement pour 1,2 point et 0,8 point de croissance en lien avec la hausse de l'agriculture d'exportation de (+10,7 % en 2024 et 5,1 % en 2025) et de l'agriculture vivrière (3,1 % et 5,2 % respectivement en 2024 et 2025).

Le **secteur secondaire** a contribué à hauteur de 2,5 points à la croissance du PIB en 2023. Cette contribution est soutenue par l'ensemble de ses composantes, à savoir les produits pétroliers (+ 20,0 %), l'énergie (+ 19,8 %), les BTP (+8,6%), les industries agro-alimentaires (+ 7,6 %), les autres industries manufacturières (+ 7,6 %) et l'extraction minière (+ 7,5 %). Ce secteur, soutenu par les investissements publics et privés, a bénéficié de la poursuite des différents chantiers d'infrastructures, de l'ouverture de nouvelles mines et de l'exploitation de nouveaux minerais ainsi que de la progression des produits pétroliers. Cette contribution devrait baisser en 2024 (passant de 2,5 points en 2023 à 0,6 point de croissance en 2024) et se maintenir à 1,5 points de croissance en 2025.

Le **secteur tertiaire**, quant à lui, a contribué à hauteur de 3,8 points à la croissance du PIB, en 2023, grâce la progression du transport (+ 9,3 %), des télécommunications (+ 8,7 %), des autres services (+8,6 %) et du commerce (+7,4 %). La bonne performance des télécommunications serait en relation avec, d'une part, la poursuite des investissements réalisés afin d'améliorer la couverture du pays, le déploiement de la fibre optique et, d'autre part, le recours, de plus en plus accru, de l'Administration et du secteur privé à la digitalisation des services. La contribution à la croissance du secteur, pour les années 2024 et 2025, devrait être respectivement de 3,0 points et 2,9 points de croissance pour des taux de croissance du PIB réel de 6,1 % et 6,3 %.

Tableau 4. Contribution à la croissance du PIB réel par secteur d'activité (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (e)	2024 (p)	2025 (p)
Secteur primaire	1,9	-1,1	0,5	1,3	0,8	-0,7	1,2	0,8
Secteur secondaire	0,4	2,8	-0,5	1,0	1,9	2,5	0,6	1,5
Secteur tertiaire	2,0	4,3	-0,1	2,3	2,8	3,8	3,0	2,9
Secteur non marchand	0,8	0,3	0,4	1,1	0,6	0,4	0,7	0,5
Droit et taxes	-0,3	0,3	0,5	1,4	0,1	0,6	0,6	0,6
Croissance du PIB réel (%)	4,8	6,7	0,7	7,1	6,2	6,5	6,1	6,3

Source : MEF/DGE/DPPSE, INS, Cadrage macroéconomique 2018-2025, mis à jour le 09 octobre 2024

1.1.3 CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DU PIB PAR COMPOSANTE DE LA DEMANDE

La contribution à la croissance du PIB, au niveau de la demande, serait portée particulièrement par la consommation finale et l'investissement. Ces composantes ont contribué respectivement en moyenne annuelle à 3,5 points et 2,0 points à la croissance sur la période 2018-2022⁷. Quant aux exportations et importations de biens et services, leurs contributions à la croissance du PIB ont été respectivement de 1,4 point et 1,6 point de croissance, en moyenne annuelle, sur la période sous-revue.

En 2023, du côté de la demande, la croissance a été portée par la demande intérieure (6,5 points de croissance) grâce à la contribution de la consommation finale (3,7 points) et l'investissement (3,2 points). Cette dynamique, au niveau de la demande intérieure, pourrait s'expliquer par la poursuite de l'accélération de la contribution de la consommation finale (+3,7 points après +3,5 points en 2022) et la consolidation de la contribution des investissements (+3,2 points après 4,7 points en 2022). La hausse de la contribution de la consommation finale est en lien avec la consolidation de la contribution de la consommation publique (+0,3 point après +0,6 % en 2022) et de celle de la contribution de la consommation des ménages (+3,4 points contre +2,9 points en 2022) qui bénéficient de la hausse des revenus et de la création d'emplois aussi bien dans le secteur privé que public⁸.

Quant à l'investissement, en plus de la forte demande d'investissements du secteur privé, les investissements publics ont été soutenus par la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025⁹. Ainsi, le taux d'investissement global¹⁰ est ressorti à 25,6 % du PIB en 2023 contre 25,2 % en 2022 et 21,1 % en 2021. En particulier, le taux d'investissement public devrait atteindre 7,0 % en 2024, après 7,2 % en 2021 et 6,8 % en 2023.

Au niveau des échanges extérieurs, la contribution de la demande extérieure nette à la croissance est estimée à 1,0 point en 2022 de croissance contre une moyenne annuelle de 0,2 point de croissance sur la période 2018-2022. Pour l'année 2023, les importations de biens et services ont affiché une dynamique positive de 8,4 % sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. Les exportations de biens et services ont connu une hausse modérée de 2,5 % contre 47,9 % en 2022, en raison notamment des difficultés que rencontrent les spéculations de l'agriculture d'exportation (- 11,8 %).

Tableau 5. Contribution à la croissance des postes de dépense (Points de %)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023(e)	2024 (p)	2025 (p)
1. Demande interne	6,7	5,1	-0,5	7,6	5,2	6,5	6,0	6,5
Consommation totale	4,5	4,1	1,8	3,7	3,5	3,7	3,1	3,1
Privée	4,0	2,3	1,4	2,7	2,9	3,4	2,8	2,8
Publique	0,5	1,7	0,3	1,0	0,6	0,3	0,3	0,3
Formation Brute de Capital Fixe	1,5	0,5	1,3	2,1	4,7	3,2	3,2	3,2
Privée	1,0	0,1	-2,4	1,4	2,0	2,3	2,3	2,3
Publique	0,5	0,4	3,7	0,7	2,6	0,9	0,9	0,9

7 Pour une croissance moyenne annuelle du PIB réel de 5,1 % sur la même période.

8 Le marché de l'emploi est resté dynamique en 2023. Le nombre d'emplois nets créés en 2023 a augmenté de 43,6% comparativement à 2022 (DPPSE, Note annuelle de conjoncture 2023, publiée en janvier 2024).

9 Notamment : (i) la réalisation du tronçon « Yamoussoukro-Bouaké » de l'autoroute du nord, (ii) le projet de sauvegarde et de développement de la Baie de Cocody, (iii) l'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan, (iv) la construction du pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (v) la construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, dont le 4ème pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (vi) la construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, (vii) la construction du barrage de Gribo Popoli, (viii) la réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro, (ix) la construction et la réhabilitation des stades devant accueillir la Coupe d'Afrique des Nations de Football en janvier 2024 et (x) l'aménagement et le bitumage de plusieurs routes à l'intérieur du pays.

10 Mesuré par la part de la formation brute de capital fixe dans le PIB nominal.

Variation des stocks	0,7	0,5	-3,6	1,8	-3,0	-0,4	-0,3	0,2
2. Demande extérieure totale	-1,9	1,4	1,2	-0,5	1,0	0,0	0,1	-0,2
Exportations	-0,9	2,0	2,5	2,2	2,3	1,0	1,8	1,2
Importations	1,0	0,6	1,3	2,7	1,3	1,0	1,8	1,4
PIB	4,8	6,5	0,7	7,1	6,2	6,5	6,1	6,3

Source : MEF/DGE/DPPSE, INS, Cadrage macroéconomique 2018-2025, mis à jour le 09 octobre 2024

1.1.4 INFLATION

En Côte d'Ivoire, le taux d'inflation ¹¹ est passé de 5,2 % en 2022 à 4,4 % en 2023, soit une baisse de 0,8 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Ce fléchissement est imputable, principalement, à une baisse des prix des produits alimentaires (+ 6,5 % en 2023 contre + 8,9 % en 2022). En 2024 et 2025, le taux d'inflation annuel moyen devrait continuer à baisser et atteindre respectivement 4,0% et 3,7%¹². A l'horizon de 2027, il devrait être ramené à un niveau en dessous du seuil communautaire de 3 %, grâce à l'accroissement de l'offre de produits alimentaires, à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de desserte agricoles, à un meilleur approvisionnement des marchés et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Quant au taux d'inflation de l'UEMOA, il est estimé à 3,7 % en 2023 après 7,4 % un an plus tôt, soit une baisse de 3,7 points de pourcentage. Selon les projections de la BCEAO, réalisées en juin 2024, il devrait être de 2,9 % en 2024.

Tableau 6. Evolution de l'inflation (en %)

Inflation	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Côte d'Ivoire	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4
UEMOA	1,2	-0,7	2,1	3,6	7,4	3,7

Source : MEF/DGE/DPSSE INS, UEMOA

1.2 FINANCES PUBLIQUES

1.2.1 DÉPENSES ET RECETTES

Evolution des dépenses et recettes

L'exécution de la situation budgétaire de 2017 à 2020 s'est déroulée dans un contexte de consolidation des avancées enregistrées depuis 2012 sur les plans économique et socio-politique. Elle s'est aussi inscrite dans le respect des objectifs des programmes économiques et financiers soutenus par les ressources des partenaires techniques financiers, notamment la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) conclus avec le FMI¹³.

Au vu de ce contexte, l'exécution budgétaire sur la période 2018-2023 fait ressortir une amélioration continue de la mobilisation des recettes et une augmentation soutenue des dépenses et prêts nets due à la prise en compte des besoins croissants de la population. L'évolution des principaux postes est présentée ci-dessous.

¹¹ L'inflation est mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) en glissement annuel des indices moyens.

¹² MEF/DGE/DPPSE, INS, Cadrage macroéconomique 2018-2025, mis à jour le 09 octobre 2024.

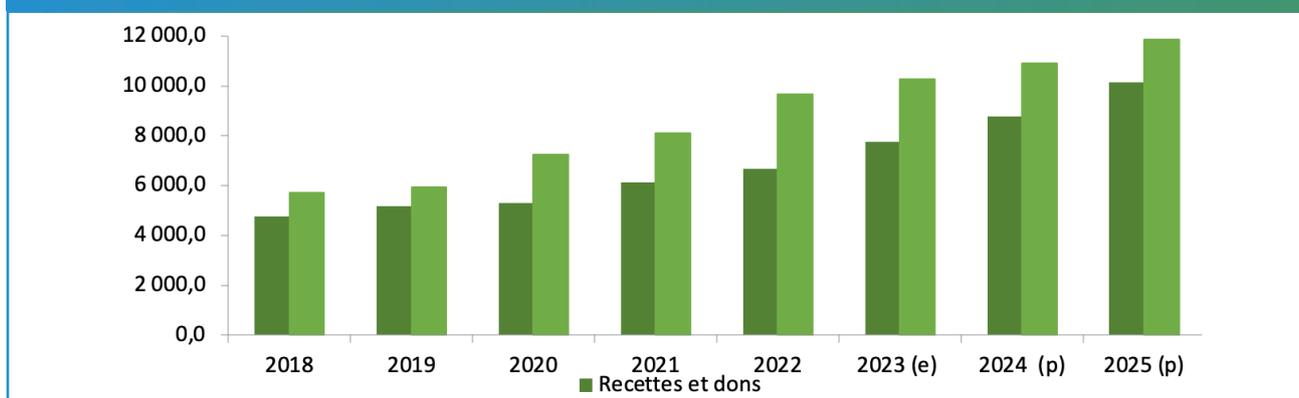
¹³ Le 9 décembre 2020, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé les septième et huitième revues des accords en faveur de la Côte d'Ivoire au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC), et a approuvé la demande d'appui du FMI d'un montant de 278,2 millions de dollars US. L'achèvement des septième et huitième revues permet au pays de revenir au cycle normal de 12 mois pour les consultations au titre de l'article IV. L'encours des crédits de la Côte d'Ivoire auprès du Fmi excède le seuil de 200% de sa quote-part.

Selon, les données du cadrage macroéconomique publiées en juin 2024¹⁴ au titre des ressources, les revenus et dons de la Côte d'Ivoire ont augmenté en moyenne par an de 5,37%¹⁵ entre 2018 et 2020, passant de 4 764,1 milliards de FCFA en 2018 à 5 289,2 milliards de FCFA en 2020. En 2021, les ressources sont évaluées à 6 140,2 milliards de FCFA, soit une augmentation de 16,0% par rapport à l'année 2020. Selon les estimations, le rebond observé en 2021 s'explique par la reprise de l'activité économique suite à la crise sanitaire de 2020. En 2023, elles sont estimées à 7 771,7 milliards de FCFA¹⁶. Pour 2024, les recettes sont projetées à 8 775,9 milliards FCFA. La pression fiscale s'établirait à 13,6% en 2023¹⁷ après 12,9% en 2022.

Du côté des dépenses et prêts nets, la dynamique est contrastée. Le niveau des dépenses était de 7 255,1 milliards de FCFA en 2020 contre 5 708,3 milliards de FCFA en 2018, soit une augmentation de 1 546,8 milliards de FCFA en valeur absolue sur 3 ans. Cela représente 8,3 % en moyenne par an sur la sous-période 2018-2020 contre une augmentation de 8,6 % sur la période 2021-2023, après la prise en compte d'un plan de riposte sanitaire de 95,9 milliards et d'un plan de soutien économique, social et humanitaire évalué à 1700 milliards pour faire face à la pandémie¹⁸. Les dépenses et prêts nets sont estimés à 8102,0 milliards de FCFA en 2021. Ce montant a augmenté pour atteindre 10 279,8 milliards de FCFA en 2023 et devrait atteindre 10 896,5 milliards FCFA en 2024.

La comparaison des ressources (revenus et dons) et des dépenses (y compris prêts nets) au niveau de la Côte d'Ivoire laisse apparaître un solde budgétaire structurellement déficitaire. Ce déficit, qui était de 785,5 milliards de FCFA en 2019, a atteint 1 965,9 milliards de FCFA en 2020 (soit -5,4 % du PIB nominal), puis 1 961,8 milliards en 2021. En 2022, il ressort à 2 982,0 milliards de FCFA (soit -6,8% du PIB nominal) et serait de 2 508,1 milliards FCFA en 2023 (-5,2% du PIB nominal¹⁹).

Figure 1. Evolution des dépenses et recettes budgétaires de la Côte d'Ivoire



Source : MBPE/DGBF/ DPPSE/ annexe 3 Programmation budgétaire pluriannuelle 2023-2025 (Mise à jour octobre 2024)

Présentation détaillée des recettes et dépenses

L'évolution des recettes et dépenses sur la période 2018-2023 est présentée dans le tableau 7. Les principaux postes des ressources sont les revenus des taxes (taxes directes et indirectes), les autres revenus des taxes affectées (par exemple, la TVA sur l'électricité, etc.), les revenus non issus des taxes (notamment les cotisations des organismes de sécurité sociale) et les dons.

Les revenus des taxes occupent une part prépondérante dans le total des revenus et dons avec une contribution moyenne de 82,8 % sur la période 2018-2023. Suivent les recettes non fiscales et les dons respectivement pour 13,0 % et 4,1 %. La hausse des ressources observée entre 2018-2023 serait due en grande partie à l'augmentation des recettes fiscales (+30,7 % en moyenne pour chaque année). Pour 2024, la tendance montre une contribution beaucoup plus significative des dons.

14 Direction Générale de l'Economie (DGE) / Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques (DPPSE)

15 Compound Annual Growth Rate (CAGR)

16 Mis à jour le 09 octobre 2024.

17 Y comprises les recettes affectées et la parafiscalité

18 Loi de finance rectificative 2020

19 Direction de la prévision note de cadrage macroéconomique d'octobre 2024

En ce qui concerne les dépenses, sur la période 2020-2022, elles sont dominées principalement par les dépenses d'investissement (23,6 %), les dépenses de personnel (20,1 %). Suivent les dépenses de fonctionnement (19,9 %), les subventions et transferts (10,8 %), les charges de la dette intérieure et extérieure (9,0 %) et les prestations sociales (4,8 %). En particulier, pour la sous-période considérée, les dépenses d'investissement ont été financées à hauteur de 54,5 % par des ressources internes et de 45,5 % par des ressources externes notamment des emprunts-projets et dons-projets. En 2023, l'augmentation des dépenses a été atténuée par la baisse des dépenses d'investissement (+6,4% en 2022 contre 38,5 % en 2022). Les dépenses d'investissement prenant en compte les priorités du PND 2021-2025 s'établiraient à 3 107,0 milliards en 2023 contre 2 920,5 milliards en 2022.

Tableau 7. Tableau des opérations financières de l'Etat, 2018-2025

En milliards de FCFA	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1- RECETTES ET DONNS	4 764,1	5 158,4	5 289,2	6 140,2	6 684,4	7 771,7	8 775,9	10 137,5
1.1 RECETTES BUDGETAIRES	4 517,9	4 883,5	5 095,9	5 955,6	6 450,7	7 454,9	8 521,0	9 869,6
Recettes fiscales	3 651,1	3 972,3	4 149,2	4 887,0	5 260,3	6 069,6	7 076,1	8 304,5
Recettes non fiscales	635,6	678,1	739,9	859,6	834,0	946,9	987,2	1066,3
1.2 DONNS	246,2	274,9	193,3	184,6	233,7	316,8	254,9	268,0
Dons-projets	87,4	107,4	101,4	92,3	39,9	117,1	49,8	105,5
Appuis budgétaires (aide à la BP & aides alimentaires)	158,7	167,5	91,9	92,3	193,8	199,7	205,1	162,5
2 - DEPENSES TOTALES	5 708,3	5 943,8	7 255,1	8 102,0	9 666,4	10 279,8	10 896,5	11 874,9
2.1. DEPENSES COURANTES	3 858,6	4 149,8	4 912,7	5 439,2	5 735,0	6 231,9	6 489,8	7 117,6
Traitements et salaires	1 621,9	1 703,0	1 828,1	1 859,6	2 007,2	2 246,4	2 341,5	2 532,6
Autres dépenses (fonctionnement et autres)	1 802,6	1 925,9	2 420,9	2 795,1	2 757,5	2 746,2	2 881,2	3 139,3
Intérêts dus	434,2	520,9	663,8	784,5	970,3	1 239,3	1 267,1	1 445,7
2.2 DEPENSES EN CAPITAL	1 547,3	1 499,2	1 950,1	2 203,4	3 214,0	3 307,3	3 815,6	3 889,4
Sur ressources intérieures	891,2	977,3	1 274,8	1 271,0	1 741,2	1 769,0	2 732,8	2 445,9
Sur ressources extérieures	656,1	521,9	675,3	932,4	1 472,8	1 538,3	1 082,8	1 443,6
3 - SOLDE GLOBAL (base engagement, hors dons)	-1 190,4	-1 060,3	-2 159,2	-2 146,4	-3 215,8	-2 824,9	-2 375,5	-2 005,3

4 - SOLDE GLOBAL (base engagement, dons inclus)	-944,2	-785,4	-1 965,9	-1 961,8	-2 982,0	-2 508,1	-2 120,6	-1 737,4
Pour mémoire								
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL (en % du PIB)	-2,9%	-2,2%	-5,4%	-4,9%	-6,8%	-5,3%	-4,0%	-3,0%
TAUX DE PRESSION FISCALE (en %)	11,9%	11,9%	12,0%	12,8%	12,9%	13,9%	14,4%	14,9%
PIB NOMINAL (*)	32 506,1	35 382,0	36 278,0	40 366,9	43 771,2	47 790,9	52 400,0	57 100,0

Source : MBPE / DGBF/ DPPSE. Mise à jour septembre 2023

1.2.2 BUDGET

Présentation des dépenses du budget général

Les dépenses du budget de l'Etat²⁰ pour l'année 2023 s'élèvent à 11 694,4 milliards de FCFA contre 9901,1 milliards de FCFA en 2022. Elles sont projetées à 13 720,7 milliards de FCFA en 2024. La répartition des dépenses par nature économique permet d'identifier les grands postes suivants : le service de la dette publique (intérieure et extérieure), les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement ainsi que les autres dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor. Ainsi, sur la période 2019-2023, la structure des dépenses du budget montre que les parts moyennes des dépenses ordinaires (37,8 %) sont les plus élevées avec une prépondérance des dépenses du personnel de 21,0 %. Suivent, les dépenses liées aux services de la dette (27,2 %) et les dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor (7,0 %).

Tableau 8. Les grands postes du budget par nature économique

Côte d'Ivoire	2019		2020		2021		2022		2023	
	Budget voté		Budget voté		Budget voté		Budget voté		Budget voté	
(En milliards de FCFA)	Montant	%								
Dette publique	1 821,5	24,8	1 930,6	22,9	2 132,8	25,4	3 061,2	30,9	3 743,4	32,0
Dette intérieure	1 062,4	14,5	1 139,6	13,5	1 072,2	12,8	1 737,3	17,5	2 078,7	17,8
Dette extérieure	759,1	10,4	791	9,4	1 060,6	12,6	1 323,8	13,4	1 664,7	14,2
Dépenses ordinaires	2 877,6	39,2	3 403,2	40,4	3 498,3	41,7	3 399,4	34,3	3 876,4	33,1
Abonnement	104,1	1,4	110,2	1,3	112,6	1,3	115,5	1,2	116,9	1,0
Personnel	1 720,8	23,5	1 770,1	21	1 831,4	21,8	1 957,8	19,8	2 241,4	19,2
Autres dépenses de fonctionnement	1 052,7	14,4	1 522,9	18,1	1 554,3	18,5	1 326,1	13,4	1 518,0	13,0

²⁰ Budget voté

Dépenses d'investissement	2 095,1	28,6	2 409,5	28,6	2 163,2	25,8	2804,7	28,3	3 362,9	28,8
Sur ressources internes (Trésor)	1 154,9	15,7	1 085,7	12,9	1 661,2	19,8	1365	13,8	1 686,9	14,4
Sur ressources externes	940,2	12,8	1 323,9	15,7	203,4	2,4	1439,7	14,5	255,9	2,2
Emprunts projets	780,4	10,6	1 160,3	13,8	858,1	10,2	1357,3	13,7	1 556,7	13,3
Dons projets	159,8	2,2	163,5	1,9	143,9	1,7	82,4	0,8	119	1,0
Autres dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor	540	7,4	672,1	8	604,6	7,2	635,8	6,4	711,6	6,1
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	7 334,2	100	8 415,4	100	8 398,9	100	9901,1	100	11 694,4	100,0

Source : MBPE / DGBF/Annexe 3 Programmation budgétaire pluriannuelle 2023-2025, septembre 2023

Présentation des recettes du budget général par source

Les recettes du budget se composent de recettes fiscales et de recettes non fiscales. Mais, ce sont les recettes fiscales qui constituent la principale source de revenus pour l'Etat. Elles ont connu une augmentation significative sur la période 2018-2023. En effet, elles sont passées de 3 207,8 milliards de FCFA en 2018 à 5 282,1 milliards de FCFA en 2023. Dans le budget de l'Etat, la fiscalité de porte (taxes sur les importations et les exportations) est prédominante mais aussi les impôts directs et les taxes sur les biens et services.

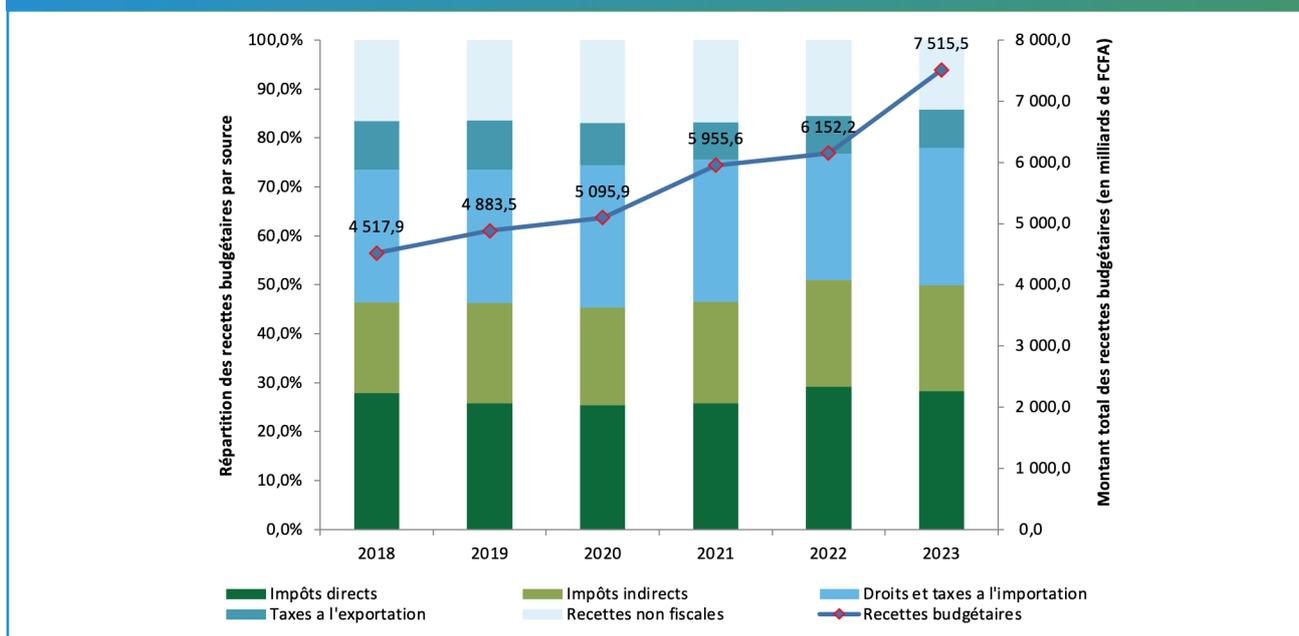
Globalement, sur la période 2018-2022, la fiscalité de porte, qui demeure importante dans le budget de l'Etat, voit sa part diminuer au détriment de la fiscalité intérieure. En 2023, la fiscalité intérieure représente 58,2 % des recettes fiscales contre 41,8% pour la fiscalité de porte. Cette répartition constitue un développement positif qui mettrait le système fiscal en harmonie avec les politiques de transformation structurelles au profit de l'industrialisation.

Tableau 9. Recettes du budget général en fonction du type d'impôt

LIBELLES	2018		2019		2020		2021		2022		2023	
	Real.		Real.		Real.		Est.		Budget voté		Budget voté	
	Montant	%										
Impôts directs	1 056,3	32,9	1 067,7	30,8	1 112,0	30,6	1 316,3	31,0	1 565,2	34,5	1 745,1	33,0
Impôts indirects	725,3	22,6	845,3	24,4	876,1	24,1	1 059,9	25,0	1 173,9	25,9	1 333,3	25,2
Droits et taxes à l'importation	1 045,4	32,6	1 134,0	32,8	1 270,1	34,9	1 481,8	34,9	1 388,9	30,6	1 725,6	32,7
Taxes à l'exportation	380,8	11,9	415,1	12,0	379,5	10,4	388,3	9,1	412,3	9,1	478,1	9,1
Recettes fiscales budgétaires	3 207,8	100,0	3 462,1	100,0	3 637,7	100,0	4 246,3	100,0	4 540,3	100,0	5 282,1	100,0

Source : MBPE/DGBF/Annexe 3 Programmation budgétaire pluriannuelle 2023-2025, septembre 2023

Figure 2. Recettes du budget général en fonction des sources



Source : MBPE/DGBF/Cad战略 Budgétaire (septembre 2023)

Loi de Finances 2024

Dans le Projet de Loi de Finance Initiale (LFI) 2024, voté le 18 décembre 2023 par le Parlement ivoirien, le budget s'équilibre en ressources et en charges à 13 720,7 milliards de FCFA avec une progression de 2 063 milliards de FCFA en valeur absolue et de 17,33 % en valeur relative par rapport au budget 2023 dont le montant était de 11 694,7 milliards de FCFA.

Le projet de budget 2024 est composé de recettes et de dépenses budgétaires, de recettes et de dépenses de trésorerie ainsi que des recettes et de dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor. Les recettes budgétaires sont programmées à 6 569,1 milliards de FCFA. Les dépenses budgétaires se chiffrent à 8 944,7 milliards de FCFA. Le solde des recettes et dépenses budgétaires est déficitaire de 2 375,6 milliards de FCFA. Il devrait être financé par le solde excédentaire des ressources de trésorerie. En effet, les prévisions des ressources de trésorerie pour l'année 2024 s'élèvent à 5 851,1 milliards de FCFA contre 3 475,4 milliards de FCFA pour les dépenses de trésorerie, soit un solde excédentaire de 2 375,7 milliards de FCFA équivalent au financement attendu du solde budgétaire.

Tableau 10. Budget voté pour l'année 2024

RESSOURCES	MON- TANT	DEPENSES	MONTANT
BUDGET GENERAL			
Recettes budgétaires (I)	6 569,1	Dépenses budgétaires (II)	8 944,7
Recettes fiscales	6 190,8	Dépenses ordinaires	5 223,4
Recettes non fiscales	130,3	Charges financières de la dette publique	1 320,9
Dons	247,9	Personnel	2 331,7
Dons programmes	205,0	Acquisition de biens et services	879,9
Dons projets	42,9	Transferts courants	691,0
		Dépenses en capital	3 721,3
		Sur financement du Trésor	2 379,6
		Sur financement extérieur	1 341,7
Solde budgétaire de l'Administration centrale (I-II)	-2 375,6		
Recettes de trésorerie (III)	5 851,1	Dépenses de trésorerie (IV)	3 475,4
Emprunts sur marchés monétaire et financier intérieurs	3 447,7	Remboursements d'emprunts intérieurs	1 734,4
Emprunts-projets	1 298,8	Remboursements d'emprunts extérieurs	1 741,1
Emprunts-Programmes	1 066,8		
Autres ressources de trésorerie	37,8		
Solde de trésorerie (III)-(IV)	2 375,6		
Total des ressources du Budget Général (I)+(III)	12 420,1	Total des dépenses du Budget Général (II)+(IV)	12 420,1
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (CST)			
Recettes de Comptes d'affectation spéciale	1 300,6	Dépenses des Comptes d'affectation spéciale	1 300,6
Total des recettes des Comptes Spéciaux du Trésor (V)	1 300,6	Total des dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor (VI)	1 300,6
TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT (I)+(III)+(V)	13 720,7	TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT (II)+(IV) +(VI)	13 720,7

Source : MBPE / DGBE, 2023

Le Gouvernement ivoirien s'est engagé à améliorer la capacité de mobilisation des ressources fiscales à travers la mise en œuvre de mesures de politique et d'administration fiscale. L'atteinte de cet objectif commande d'adopter des mesures en vue d'accroître la performance globale du système fiscal à travers notamment la rationalisation de certains avantages fiscaux, en lien avec les dispositions communautaires, l'aménagement de taux et d'assiette de certains impôts, la fiscalisation de secteurs sous fiscalisés et le renforcement du civisme fiscal. Par ailleurs, il est tenu compte de la nécessité de renforcer la fiscalité environnementale de sorte à accroître son impact.

Dans le cadre de l'exécution du projet de budget 2024, il est prévu une série de réformes liées à la fiscalité applicable aux petites et moyennes entreprises, en particulier celles concernant les contribuables soumis au régime des microentreprises et la mise en place d'un crédit d'impôt annuel au profit des entreprises concluant un contrat stage de qualification ou d'expérience professionnelle. Il est également prévu le relèvement du taux du crédit d'impôt pour acquisition de brevets et de procédés de fabrication nouveaux de 20% à 30% et la suppression de diverses exonérations fiscales. D'autres nouveautés relatives à la TVA et à la réduction de l'impôt sur les bénéficiaires en cas d'investissement en Côte d'Ivoire ont été proposées.

L'annexe fiscale à la loi des Finances 2024 prévoit aussi l'élargissement du champ d'application de la taxe sur les jeux de hasard. Afin de rétablir une égalité de traitement entre les acteurs du secteur opérant sur le territoire ivoirien, il est proposé d'étendre l'application de la taxe aux jeux de hasard exploitées en ligne en Côte d'Ivoire, quel que soit le lieu d'implantation des opérateurs. La taxe est recouvrée auprès des opérateurs installés en Côte d'Ivoire par le concessionnaire des jeux de hasard et reversée au service des Impôts de rattachement compétent. Quant aux opérateurs établis hors du territoire ivoirien, ils sont tenus de déclarer et d'acquitter la taxe en ligne dans les conditions prévues par le Code Général des Impôts.

L'élargissement de l'assiette fiscale en incluant des secteurs peu ou pas encore soumis à l'impôt, comme les nouvelles formes de transport, grâce à la mise en place de retenues à la source pour les entreprises opérant sur des plateformes numériques de mise en relation et dans le domaine du commerce en ligne.

1.3 BALANCE DES PAIEMENTS

1.3.1 BALANCE DES PAIEMENTS : VUE D'ENSEMBLE

La balance des transactions courantes de la Côte d'Ivoire est demeurée structurellement déficitaire sur la période 2018-2023. En particulier pour l'année 2023, le déficit s'est détérioré de 521,2 milliards de FCFA en 2023 passant de 3 364,5 milliards de FCFA en 2022 à 3 885,7 milliards de FCFA en 2023, en lien avec, l'environnement économique mondial marqué par des tensions géopolitiques croissantes qui exacerbent principalement la persistance de pressions inflationnistes durables, particulièrement dans le secteur des services et des revenus.

Le déficit du compte courant observé en 2023 s'expliquerait par l'effet cumulé de deux dynamiques opposées. D'une part, une hausse de l'excédent de la balance des biens (+ 317,3 milliards de FCFA) et, d'autre part, la progression des déficits structurels des services (-399,9 milliards de FCFA) et des revenus primaires (- 492,5 milliards de FCFA).

S'agissant du solde du compte capital, il est structurellement excédentaire sur l'ensemble de la période sous-revue et marqué par une augmentation de 78,0 milliards de FCFA en 2023 due entièrement à des transferts de capital au profit de l'administration publiques sous forme de dons projets au financement de l'investissement.

Le besoin de financement de l'économie ivoirienne dans ses échanges avec l'extérieur est ressorti à 3 768,5 milliards de FCFA en 2023. Ce besoin serait partiellement financé par l'excédent du compte financier dont 1018,0 milliards de FCFA au titre des investissements directs étrangers (IDE) et un recours aux avoirs extérieurs nets (1 231,9 milliards de FCFA).

Le compte financier²¹, affiche une entrée nette de 2 536,6 milliards de FCFA en 2023, après celle de 3 024,1 milliards de FCFA en 2022. Ainsi, le compte financier enregistre des entrées nettes de capitaux moins importantes que celles de l'année 2022, en relation avec le fléchissement des montants reçus au titre des investissements de portefeuille et des autres investissements qui ont connu une baisse par rapport à l'année 2023.

Tableau 11. Balance des paiements (en milliards de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023 ²²
a- Compte des transactions courantes (1+2+3)	-1 268,9	-790,3	-1 136,4	-1 593,8	-3 364,5	-3 885,7
1-Biens et services	-54,8	533,2	329,0	22,0	-1 707,6	-1 790,2
Balance des biens FOB	1 223,5	1 846,4	1 716,5	1 693,1	670,3	987,6
Exportations de biens FOB	6 619,6	7 399,2	7 194,8	8 495,6	10 166,1	10 341,5
Importations de biens FOB	5 396,2	5 552,8	5 478,3	6 802,4	9 495,8	9 354,0
Importations de biens CAF	5 913,1	6 111,8	6 040,3	7 628,0	10 715,7	11 077,9
Balance des services	-1 278,3	-1 313,2	-1 387,5	-1 671,1	-2 377,9	-2 777,8
2-Revenu primaire	-904,9	-985,8	-1 062,8	-1 240,7	-1 434,0	-1 926,5
3-Revenu secondaire	-309,3	-337,8	-402,6	-375,1	-222,8	-169,0
b- Compte de capital (4+5)	84,7	105,3	100,4	91,6	39,2	117,2
c- Solde des comptes des transactions courantes et de capital (a+b)	-1 184,2	-685,0	-1 036,0	-1 502,2	-3 325,3	-3 768,5
d- Compte financier (6+7+8+9)	-1 471,1	-1 164,2	-1 641,8	-2 595,4	-3 024,1	-2 536,6
6- Investissement direct	-264,2	-433,4	-409,6	-614,0	-893,0	-1 018,0
7- Investissements de portefeuille	-888,7	-9,6	-531,7	-751,5	-187,8	-19,6
8- Dérivés financiers	0,5	0,1	0,0	0,8	0,0	0,0
9- Autres investissements	-318,7	-721,4	-700,5	-1 230,7	-1 943,3	-1 499,0
e-Erreurs et omissions nettes	-2,3	-1,5	1,2	2,4	-3,6	0,0
f-Solde global (a+b-d+e)	284,6	477,7	607,0	1 095,6	-304,9	-1 231,9
g-Variation des avoirs extérieurs nets	-284,6	-477,7	-607,0	-1 095,6	304,9	1 231,9

Source : BCEAO – Balance des paiements et position extérieure globale, 2022 – Côte d'Ivoire ; MEPD/DGE (octobre 2024)

21 Un signe négatif au niveau du compte financier traduit une entrée nette de capitaux étrangers et un signe positif, une sortie nette de capitaux étrangers.

22 Source : BCEAO, base de données en ligne, consulté le 05 juin 2024.

1.3.2 COMMERCE INTERNATIONAL

Echanges internationaux par destination

L'évolution des échanges par zone, sur la période 2018-2022, laisse apparaître un prolongement des tendances observées précédemment : la poursuite des exportations en direction de l'Europe et une percée en Asie. En effet, sur la période sous revue, les exportations vers l'Europe sont passées de 2 773,2 milliards de FCFA en 2018 à 4 065,2 milliards de FCFA en 2022²³, soit une part moyenne de 43,0%.

Les exportations en direction de l'Asie, quant à elles, sont passées de 1 303,4 milliards de FCFA à 2 016,7 milliards de FCFA entre 2018 et 2022 (avec une part moyenne de 20,6 % des exportations), tirées principalement par les exportations vers la Chine qui ont augmenté annuellement de 44,4 % sur la sous-période.

En termes de part dans les exportations internationales de la Côte d'Ivoire, l'Afrique occupe la deuxième place après Europe avec une part moyenne de 23,3 %, sur la période, devant l'Asie (20,6 %) et l'Amérique (10,5 %).

Au niveau régional, l'évolution des exportations de la Côte d'Ivoire en direction des pays de l'UEMOA, sur la période 2018-2022, a une tendance haussière. En 2022, les principaux clients à l'exportation sont le Mali (52,3 %²⁴) et le Burkina Faso (30,6 %). En outre, ces deux pays représentent respectivement 9,1 % et 5,3 % des exportations de la Côte d'Ivoire au niveau mondial.

Tableau 12. Exportations par destination (en milliards de FCFA)

Zone géographique	2018	2019	2020	2021	2022	
					Valeur	%
EUROPE	2 773,2	3 308,2	3 200,9	3 498,5	4 065,2	40,8%
UNION EUROPEENNE	2 273,2	2 635,8	2 354,4	2 604,3	2 812,2	28,2%
ZONE EURO	2 172,5	2 524,8	2 261,0	2 461,9	2 669,5	26,8%
France	380,2	460,5	392,1	442,6	491,7	4,9%
Allemagne	417,3	346,4	314,9	308,1	354,0	3,5%
Italie	134,5	128,6	127,6	138,0	165,6	1,7%
Pays-Bas	748,0	795,5	715,1	735,3	868,4	8,7%
Belgique	238,5	314,3	366,6	467,0	413,3	4,1%
AUTRES PAYS D'EUROPE	500,0	672,4	846,5	894,2	1 253,1	12,6%
Royaume-Uni	156,3	191,6	219,9	257,9	270,9	2,7%
Suisse	237,5	350,4	462,6	460,9	822,2	8,2%
AFRIQUE	1 537,6	1 665,8	1 626,2	1 710,1	2 694,3	27,0%
UEMOA	863,4	911,1	887,4	1 039,0	1 727,8	17,3%
Burkina	343,1	344,1	291,3	343,7	528,9	5,3%
Mali	315,3	361,8	376,9	486,2	904,3	9,1%
CEDEAO (hors UEMOA)	333,6	395,9	314,7	277,6	415,6	4,2%
Nigeria	117,4	180,0	126,6	71,3	110,5	1,1%

23 Source : BCEAO, Balance des paiements et position extérieure globale de la Côte d'Ivoire au titre de l'année 2022, mai 2024.

24 Ces pourcentages représentent la part des exportations en direction du pays considéré dans le total des exportations de la Côte d'Ivoire en direction de l'UEMOA.

Ghana	161,4	171,6	136,0	142,8	218,4	2,2%
AUTRES AFRIQUE	271,3	337,6	378,6	339,8	443,3	4,4%
Afrique du Sud	191,3	235,3	308,8	233,7	275,3	2,8%
AMERIQUE	839,7	795,1	687,9	893,6	835,5	8,4%
USA	598,0	450,1	480,1	687,6	544,2	5,5%
Canada	145,1	208,5	130,4	98,5	127,0	1,3%
ASIE	1 303,4	1 478,9	1 488,8	1 824,1	2 016,7	20,2%
Chine	98,7	216,5	262,8	308,1	429,3	4,3%
Inde	288,8	270,9	147,0	185,2	417,9	4,2%
AUTRES PAYS	98,7	99,0	136,8	425,3	361,9	3,6%
TOTAL EXPORTATION²⁵	6 552,6	7 347,0	7 140,7	8 351,7	9 973,6	100,0%

Source : BCEAO – Balance des paiements et position extérieure globale 2022 – Côte d'Ivoire – mai 2024

Au niveau des importations internationales de la Côte d'Ivoire, l'Europe occupe toujours la première place, fournissant en moyenne 33,7 % des approvisionnements sur la période 2018-2022, dont 27,0 % proviennent de l'Union Européenne et 24,5 % de la Zone Euro. L'Asie occupe la deuxième place, sur la même période, avec une part moyenne de 32,7 %, viennent ensuite l'Afrique (22,3 %) et l'Amérique (9,0 %).

Au niveau de la zone UEMOA, les importations de la Côte d'Ivoire en provenance des autres pays de l'UEMOA sont passées de 99,1 milliards de FCFA en 2018 à 192,2 milliards en 2022, soit une valeur moyenne de 143,9 milliards de FCFA sur la période 2018-2022. Le principal fournisseur en provenance de l'UEMOA, en 2022, est le Sénégal (77,6 %²⁶), suivent le Bénin (5,5 %), le Burkina Faso (5,3 %), le Niger (4,3 %), le Mali (3,5 %), la Guinée-Bissau (2,7 %) et le Togo (1,2 %).

Tableau 13. Importations des marchandises par origine (en milliards de FCFA)

Zone géographique	2018	2019	2020	2021	2022	
					Valeur	%
EUROPE	2 042,5	2 047,2	2 172,4	2 605,0	3 253,3	30,4%
UNION EUROPEENNE	1 648,5	1 739,6	1 717,1	2 037,7	2 520,6	23,5%
ZONE EURO	1 549,0	1 456,1	1 574,5	1 890,5	2 337,7	21,8%
France	624,3	646,4	666,5	737,7	776,3	7,2%
Allemagne	172,7	159,0	174,1	237,2	231,2	2,2%
Italie	130,6	129,3	163,5	173,5	220,5	2,1%
Pays-Bas	212,8	168,7	173,4	175,6	218,2	2,0%
Belgique	125,6	90,6	120,9	266,1	509,9	4,8%
AUTRES PAYS D'EUROPE	394,0	307,6	455,2	567,2	732,7	6,8%
Royaume-Uni	111,5	85,8	94,5	97,1	124,6	1,2%
Russie	73,7	67,3	67,0	125,5	174,7	1,6%
AFRIQUE	1 391,3	1 413,7	1 485,3	1 485,8	2 231,4	20,8%
UEMOA	99,1	148,9	159,9	167,6	129,2	1,2%

²⁵ Exportations totales hors biens exceptionnels (voir BCEAO, Rapport annuel de la balance des paiements 2021, février 2023).

²⁶ Les pourcentages indiquent la part des importations dans le total des importations de la Côte d'Ivoire en provenance de l'UEMOA.

Sénégal	74,5	100,9	121,4	122,0	100,2	0,9%
CEDEAO (hors UEMOA)	903,3	903,6	971,9	837,0	1 485,3	13,9%
Nigeria	839,9	826,3	860,8	695,5	1 355,0	12,6%
Ghana	55,1	67,6	96,2	126,0	110,3	1,0%
AUTRES AFRIQUE	378,2	357,8	350,4	479,3	609,4	5,7%
Afrique du Sud	67,1	61,2	61,1	68,0	96,9	0,9%
Maroc	85,2	113,0	133,9	169,2	179,5	1,7%
AMERIQUE	471,2	523,8	453,9	788,6	1 151,3	10,7%
USA	192,6	304,2	240,5	374,0	525,2	4,9%
Brésil	34,7	43,9	46,4	88,8	121,2	1,1%
ASIE	1 951,8	2 000,3	1 885,6	2 604,9	3 459,9	32,3%
Chine	911,9	1 052,5	905,5	1 202,1	1 574,4	14,7%
Japon	117,5	90,3	106,1	160,2	159,9	1,5%
Inde	268,9	257,9	304,4	460,9	584,5	5,5%
Thaïlande	140,9	70,8	67,6	96,9	98,2	0,9%
AUTRES PAYS	56,4	126,8	43,2	143,8	619,6	5,8%
TOTAL IMPORTATION²⁷	5 913,1	6 111,8	6 040,3	7 628,0	10 715,7	100,0%

Source : BCEAO – Balance des paiements et position extérieure globale 2022 – Côte d’Ivoire, – mai 2024

Echanges internationaux par produit

Sur la période 2018-2022, les exportations de la Côte d’Ivoire sont dominées par sept (7) produits. Il s’agit principalement des fèves de cacao (26,7%²⁸), du cacao transformé (11,3 %), de l’Or brut non monétaire (10,1 %), du caoutchouc (8,8 %), des produits pétroliers (8,7 %), de la noix de cajou (6,6 %) et du pétrole brut (5,1 %). Entre 2018 et 2022, ils représentaient une part moyenne de 77,4 % des recettes d’exportations totales.

Tableau 14. Exportations par produit (en milliards de FCFA)

Produits	2018	2019	2020	2021	2022
Cacao fèves	1 801,7	2 094,9	2 085,5	2 379,5	1 994,9
Noix de cajou	585,7	428,2	487,7	520,4	507,8
Caoutchouc	419,9	531,9	598,0	853,6	1 159,9
Pétrole brut	392,3	528,4	256,4	316,4	517,0
Or	444,1	631,3	842,2	949,7	1 190,8
Cacao transformé	730,6	804,8	886,0	934,6	1 092,3
Produits pétroliers	559,2	673,3	415,2	575,0	1 323,0
Total des principaux produits exportés	4 933,5	5 692,8	5 571,0	6 529,2	6 760,9
Part (%)	75,3%	77,5%	78,0%	78,2%	67,8%
Total des exportations²⁹	6 552,6	7 347,0	7 140,7	8 351,7	9 973,6

Source : BCEAO – Balance des paiements et position extérieure globale 2022 – Côte d’Ivoire, – mai 2024

27 Importations totales hors biens exceptionnels (voir BCEAO, Rapport annuel de la balance des paiements 2022).

28 Il s’agit des parts moyennes par rapport aux exportations totales (hors biens exceptionnels) sur la période 2018-2022.

29 Exportations totales hors biens exceptionnels (voir BCEAO, Rapport annuel 2021, février 2023).

Du côté des importations, on note la prépondérance de dix (10) produits dans les importations ivoiriennes sur la période 2018-2022. Ces produits sont le pétrole brut (13,3 %³⁰), les produits pétroliers raffinés (8,5 %), les machines mécaniques (8,1 %), le fer, la fonte et l'acier (5,6 %), le riz semi-blanchi (5,5 %), les poissons (5,5 %), les plastiques (4,6 %), le matériel de transport routier (4,0 %), les machines électriques (3,9 %) et les produits pharmaceutiques (3,4 %). Ces produits représentent une part moyenne de 62,5 % du total des importations de marchandises³¹.

Tableau 15. Importations de biens (en milliards de FCFA)

Poste	2018	2019	2020	2021	2022
Poissons	334,6	334,5	359,4	440,1	503,6
Riz semi-blanchi	383,2	353,3	316,3	405,1	504,1
Produits pharmaceutiques	210,8	212,1	228,0	273,3	303,3
Plastiques	256,1	274,8	295,4	366,2	484,4
Pétrole brut	859,8	870,4	825,7	766,8	1 500,5
Produits pétroliers	458,1	444,9	359,1	568,6	1 519,7
Fer, fonte et acier	324,3	334,8	316,5	445,3	630,0
Machines mécaniques	468,2	501,5	511,7	637,4	833,5
Machines électriques	232,4	274,0	262,1	261,4	373,3
Matériel de transport routier	195,2	211,3	241,0	386,5	442,6
Total des principaux produits importés	3 722,7	3 811,6	3 715,2	4 550,7	7 095,0
Part (%)	63,0%	62,4%	61,5%	59,7%	66,2%
Total des importations CAF	5 913,1	6 111,8	6 040,3	7 628,0	10 715,7
Total des importations FOB	5 396,2	5 552,8	5 478,3	6 802,4	9 495,8

Source : BCEAO – Balance des paiements et position extérieure globale 2022 – Côte d'Ivoire, – mai 2024

1.3.3 INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Evolution des IDE

Selon les estimations du CNUCED (2024)³², les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants en direction de la Côte d'Ivoire seraient de 1 583,7 millions de dollars US en 2022 contre 1 376,6 millions de dollars US en 2021 (soit une hausse de 15,1 % par rapport à l'année précédente³³) en lien avec la reprise économique observée dans les pays pourvoyeurs des financements relatifs aux IDE. Quant aux flux d'IDE sortants, ils ont enregistré également une augmentation en passant de 285,2 millions de dollars US en 2021 à 435,9 millions de dollars en 2022, soit une augmentation de 52,8 %.

³⁰ Part moyenne par rapport aux importations totales (hors biens exceptionnels).

³¹ Hors biens exceptionnels.

³² CNUCED (2024), « Base de données UNCTADstat en ligne », avril 2024.

³³ Rapporté au PIB, la part des IDE dans le PIB serait de 3,6 % en 2022 contre 3,4 % en 2021, soit 0,2 pp (PIB nominal évalué à la nouvelle année de base 2015).

Tableau 16. IDE en Côte d'Ivoire (millions de dollars US)

	2018	2019	2020	2021	2022
Flux					
Entrant	620,3	935,7	712,9	1 376,6	1 583,7
Sortant	144,7	119,5	1,3	285,2	435,9
Stock					
Entrant	9 950,1	10 701,3	12 456,8	12 815,5	13 675,0
Sortant	984,0	1 027,1	1 123,3	1 309,9	1 675,5

Source : UNCTAD, UNCTADSTAT (consultation : 23/04/2024)

Selon la BCEAO³⁴, les principaux secteurs bénéficiaires des flux d'IDE entrants, en 2022, sont l'industrie extractive (50,3 %), le secteur financier (17,8 %), l'industrie manufacturière (14,3 %), hôtellerie (4,9 %), la construction (4,5 %) et le commerce (2,3 %). Quant aux flux d'IDE sortants, les principaux secteurs à l'origine de ces investissements à l'étranger sont le secteur financier (60,7 %), l'industrie manufacturière (17,5 %) et l'industrie extractive et pétrolière (12,1 %).

IDE par pays d'origine

Traditionnellement, les IDE reçus proviennent principalement de l'Europe (62,3%³⁵ en 2022) avec une prépondérance de la part de l'Italie (28,8 %) et de la France (19,3 %) sur la même année. Mais, la provenance des IDE s'élargit de plus en plus aux autres pays notamment ceux de l'Amérique (7,3 % pour le Canada en 2022), de l'Asie (2,9 % pour la Chine en 2022) et de certains pays africains (comme le Maroc avec une part de 2,2 % des IDE reçus en 2022).

Tableau 17. Part du flux d'IDE entrants par région d'origine, 2022

Région d'origine	Part du flux d'IDE entrants (%)
Europe	62,3%
Zone Euro	54,2%
Autres pays d'Europe	8,1%
Afrique	15,4%
Autres pays de l'UEMOA	6,9%
CEMAC	3,4%
Autres pays d'Afrique	5,3%
Amérique	9,2%
Asie	5,0%
Autres pays	8,1%
TOTAL	100,0%

Source : BCEAO – Balance des paiements et position extérieure globale 2022 – Côte d'Ivoire, – mai 2024

³⁴ BCEAO (2024), «Balance des paiements et position extérieure globale – Côte d'Ivoire 2022 », mai 2024. .

³⁵ Du total des flux d'IDE reçus.

En termes de politique d'attractivité des IDE en Côte d'Ivoire, les investissements sont régis par des dispositions émanant de plusieurs sources, la principale étant le Code des investissements de 2018³⁶, qui a abrogé celui de 2012³⁷. Le nouveau Code s'inscrit ainsi dans un objectif de transparence et d'attractivité des investissements. L'ancien Code demeure cependant applicable aux entreprises bénéficiant de droits antérieurs. Des textes spécifiques régissent les deux types de zones franches.

Le Code minier et le Code pétrolier régissent les investissements respectivement dans chacun des domaines concernés. Des dispositions du CGI et du Code des douanes régissent également des avantages ou privilèges accordés aux investisseurs. Enfin, des conventions sont prévues entre l'État et de gros investisseurs généralement individuels.

1.4 SYSTÈME MONÉTAIRE

1.4.1 OFFRE DE MONNAIE

En 2023, les actifs étrangers ont baissé de 67,7% par rapport à 2002 pour s'établir à 2 634,3 milliards de FCFA en 2023 contre 3 886 milliards de FCFA en 2022. Cette baisse est imputable à une contraction de 28,7% des actifs étrangers de la Banque centrale mais également par une baisse des avoirs des banques commerciales de 37,2%. Les actifs nationaux ont baissé de 4,6% par rapport à 2022. Cette baisse est liée à une augmentation des créances de l'Etat en 2023 de 9,1% par rapport à l'année précédente et celle des créances sur l'économie de 17,3% entre 2023 et 2022.

Tableau 18. Situation monétaire du pays (en milliards de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Actifs extérieurs nets	2 032,1	2 499,7	3 139,7	4 206,3	3 886	2 634,3
Banque centrale	1 702,3	2 104,5	2 389,1	2 944,2	2 303,6	1 641,9
Banques	329,8	395,1	750,7	1 262,1	1 582,4	992,4
Créances intérieurs	9 336,6	10 236,2	12 040,4	13 761,8	15 705,9	14 983
Créances nettes sur l'Administration Centrales	2 318,6	2 791,8	3 908,8	4 614,6	5 891,5	6 433
Banque centrale	418,9	568,3	782,9	1 502,8	1 456,5	1 867
Banques	1 899,3	2 223,4	3 125,9	3 111,8	4 435	4 566
Créances sur l'économie	7 018,3	7 444,5	8 131,7	9 147,2	9 814,5	11 514
Offre de monnaie (M2)	9 723,70	10 770	13 042,6	15 487,40	16 878,60	17 440,1
Circulation fiduciaire	2 439,9	2 692,3	3 721,1	3 721,1	3 973,3	4 019,0
Dépôt	2 692,3	4 612,4	5 843,5	11 762	12 901	14 266
Actifs extérieurs nets	15	23	26	34	-8	-32
Créances intérieurs	13	24	14	23	-22	-29
Créances nettes sur l'Administration Centrale	17	20	40	18	28	9
Banque centrale	-6	36	38	92	-3	28
Banques	24	17	41	0	43	3
Créances sur l'économie	11	6	9	12	7	17
Offre de monnaie (M2)	13	11	21	19	9	3

36 L'Ordonnance n°2018-646 du 1er août 2018 portant Code des investissements.

37 L'Ordonnance N° 2012-487 du 7 juin 2012 portant Code des investissements

2.4.2 ENVIRONNEMENT BANCAIRE : VUE D'ENSEMBLE

Le système bancaire comptait au 31 décembre 2022, 30 établissements de crédit dont 28 banques et 2 établissements financiers. La Côte d'Ivoire affiche un taux de bancarisation de 29,5% en 2022 contre 26,1% qui est supérieur à celui de l'Union qui est de 24,3%. Le faible taux de bancarisation met en lumière le vaste potentiel du secteur bancaire de l'Union, affichant un produit net bancaire de 2981,5 milliards FCFA en 2022 en hausse de 14,2% et un résultat net global de 921,9 milliards en progression de 25,5%

Entre 2021 et 2022 le total de l'actif des banques en Côte d'Ivoire a connu une hausse de 16,27%. Cette hausse est notamment liée à une augmentation des opérations sur titres et divers de 24,7% et une augmentation de 14,5% des opérations avec la clientèle.

D'après le rapport du FMI (2023), la solvabilité des banques continue de se renforcer, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sur les actifs pondérés par les risques augmentant à 13,3% en juin 2023 (contre 13,1% à la fin de 2022) tandis que le ratio des prêts non productifs sur le total des prêts diminue encore pour atteindre 7,2% (contre 7,8% en décembre 2022).

Les taux d'intérêt interbancaires moyens ont augmenté d'environ 300 points de base entre le début de 2022 et le milieu de 2023 en raison de la hausse progressive des taux directeurs de la BCEAO et de l'abandon de la facilité de refinancement des banques introduite pendant la crise de la Covid. Les conditions financières se sont quelque peu détendues après que la BCEAO a procédé à des achats de dette souveraine en juillet et en septembre 2023, les taux interbancaires régionaux diminuant d'environ 100 points de base. La croissance du crédit au secteur privé a rebondi de 7,9 % en glissement annuel en 2022 T4 à 18,9 % en 2023 T2, tandis que le crédit au secteur public a ralenti conformément à l'assainissement budgétaire.

Tableau 19. Actifs et passifs des banques commerciales (en milliards de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022
Opérations de trésorerie et interbancaire	1 379 333	1 842 922	2 137 026	3 008 859	3 141 003
Opérations avec la clientèle	7 146 333	7 776 279	8 626 928	9 689 051	11 095 885
Opérations sur titres et diverses	3 183 304	3 548 727	4 694 875	5 399 990	6 736 187
Valeurs immobilisées	433 951	452 430	476 334	504 855	608 146
Actionnaires ou associés	1500	1 000	0	18 114	0
TOTAL DE L'ACTIF	12 144 421	13 621 357	15 935 163	18 560 880	21 581 222
Opérations de trésorerie	2 179 845	2 366 558	2 519 644	2 661 310	3 460 076
Opérations avec la clientèle	2 179 845	2 366 558	2 519 644	2 461 010	3 460 076
Opérations sur titres et opérations diverses	8 520 455	9 555 190	11 558 287	13 985 312	15 629 491
Versements restant à effectuer sur immobilisations financières	100	100	0	142	0
Capitaux propres et assimilés	969 648	1 135 998	1 322 725	1 603 648	1 847 627
TOTAL DU PASSIF	12 144 421	13 621 357	15 935 163	18 560 880	21 581 222

Source : Commission Bancaire BCEAO (2022)

Tableau 20. Taux débiteurs et créditeurs (en %)

	2018	2019	2020	2021	2022
TAUX DEBITEUR (moyenne pondéré, en %)					
inf ou égale à 1 mois	5,64	6,03	6,13	4,95	5,51
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,82	5,48	5,33	4,3	4,87
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	6,58	5,77	5,89	5,23	6,3
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	6,55	6,66	7,05	7,23	7,39
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	7,5	8,09	7,21	6,38	7,14
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	7,4	7,71	7,71	7,03	7,18
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	7,45	7,63	7,72	6,67	6,62
Plus de 10 ans	5,74	5,84	5,96	5,26	6,26
Total	6,33	6,34	6,39	5,58	6
TAUX CREDITEUR (moyenne pondéré, en %)					
inf ou égale à 1 mois	5,27	4,1	4,29	4,74	5,41
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,06	5,0	4,45	4,4	4,09
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	4,8	4,63	4,64	4,44	4,09
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	4,72	4,77	4,7	4,6	4,29
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	4,69	4,54	4,51	4,08	3,81
Non déterminé	5,3	5,18	5,45	5,66	4,12
Total	4,98	4,82	4,67	4,67	4,72

Source : Rapport sur les conditions de banque, BCEAO (2022)

Les conditions se sont plus durcies pour les concours de plus longue maturité, avec une hausse plus importante des taux débiteurs des crédits de moyen terme (2 ans à 5 ans de long terme (supérieur à 10 ans)).

Le taux débiteur en Côte d'Ivoire est ressorti à 6% en 2022. En revanche, les coûts du crédit sont restés constants entre 2020, 2021 et 2022. Le taux débiteur moyen de la zone hors taxes et charges, est ressorti à 6,8% au troisième trimestre 2023, en hausse de 2 points de base (pdb) par rapport au trimestre précédent. L'analyse par pays révèle qu'une hausse des taux d'intérêt débiteurs est observée dans la majeure partie des pays de l'Union.

Le taux créditeur a connu des baisses entre 2021 et 2022 pour les maturités de moins d'un an. Le taux créditeur moyen de l'Union est ressorti à 5,35% au troisième trimestre 2023, après une réalisation de 5,1% au deuxième trimestre 2023, soit une hausse de 19 pdb.

2 QUALITÉ DE SIGNATURE

2.1 CLIMAT DES AFFAIRES

La note Évaluation des politiques et des institutions Nationales (CPIA, 2023) de la Côte d'Ivoire est de 3,7 en 2023 supérieure à la moyenne de l'Association Internationale de Développement (IDA) en Afrique Subsaharienne (ASS). Les progrès dans la facilitation des échanges, y compris la création d'un guichet unique et la numérisation des processus, ont amélioré l'efficacité et réduit les barrières commerciales. La stabilité du secteur financier s'est accrue grâce au renforcement des normes de production de rapports, à la recapitalisation bancaire et à l'application des lois de lutte contre le blanchiment d'argent. Des réformes politiques ont été introduites pour renforcer la protection environnementale et la qualité institutionnelle du secteur public, comme l'adoption du nouveau référentiel des emplois et des compétences. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer les politiques sur l'égalité des genres, les normes du travail, ainsi que la participation de la société civile dans les programmes de développement communautaire.

En 2023, la Côte d'Ivoire obtient un score de 54,3 sur 100 en gouvernance globale et se classe 20e sur 54 en Afrique selon le classement de Mo Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG). Le pays obtient un score supérieur à la moyenne continentale (48,9) et supérieur à la moyenne régionale en Afrique de l'Ouest (52,5). Le pays a réussi à progresser dans les fondements des opportunités économiques (+10,3 %), développement humain (+9,7 %), participation, droits et inclusion (+1 %), sécurité et état de droit (+0,5 %) depuis 2012.

Selon le rapport de 2023 de l'ONG Transparency International, sur l'indice de perception de la corruption (IPC), la Côte d'Ivoire gagne, en un an, trois points et 12 places, soit un score de 40/100 pour un rang de 87ème sur 180 pays en 2023 contre 37/100 en 2022 et un rang de 99^{ème} sur 180 pays. Ce résultat obtenu par la Côte d'Ivoire est dû aux instruments et organes de lutte contre la corruption mis en œuvre dans le secteur public, ainsi que les réformes juridiques, institutionnelles et des actions entreprises en matière de dénonciation et de répression des actes de corruption.

2.2 GOUVERNANCE FINANCIÈRE

Pour atteindre l'objectif régional d'un déficit budgétaire de 3% d'ici 2025, les autorités redoublent d'efforts pour mobiliser davantage de recettes, améliorer l'allocation des dépenses. Les efforts de mobilisation des recettes seront ancrés dans une stratégie globale de recettes à moyen terme (SGMTR). Cette stratégie identifiera les principales priorités en matière de réforme et garantira l'adhésion des principales parties prenantes. Élaborée avec le soutien de l'assistance technique du FMI, elle visera à rationaliser le système fiscal, à élargir l'assiette fiscale en exploitant les secteurs sous-imposés tels que l'immobilier, à supprimer les exonérations fiscales et à moderniser l'administration fiscale et douanière.

En ce qui concerne les dépenses, les autorités continueront à améliorer l'efficacité des dépenses en ciblant mieux les dépenses sur les projets d'infrastructure et les projets sociaux à fort impact.

Les autorités continueront également à faire avancer les réformes de la gestion des finances publiques. À cet égard, elles consolideront la mise en œuvre du compte unique du Trésor en clôturant les comptes restants auprès des banques commerciales. Elles élargiront et renforceront également l'utilisation des procédures de passation des marchés publics afin d'améliorer la transparence et l'efficacité.

La Côte d'Ivoire étant située en bordure du Sahel, les autorités sont résolues à accélérer les réformes visant à lutter contre le changement climatique et à améliorer la résilience de l'économie aux événements climatiques, conformément à leurs ambitieuses contributions déterminées au niveau national (CDN) et aux engagements qu'elles ont pris dans le cadre de l'initiative de l'héritage d'Abidjan et des accords

de Paris. Les autorités réitèrent leur intérêt pour un ensemble ambitieux de réformes soutenues par la Facilité pour la Résilience et la Viabilité (FRV) du FMI. À cette fin, le rapport³⁸ de la Banque mondiale sur le climat et le développement du pays finalisé en juin 2023 a mis en évidence l'impact significatif que le changement climatique en Côte d'Ivoire pourrait avoir sur les principaux marchés de matières premières, notamment la production de cacao et de coton. L'évaluation de la gestion verte des finances publiques et de la gestion des investissements publics liés au climat³⁹ a également été achevée avec l'assistance technique du FMI.

La Côte d'Ivoire a bien résisté aux chocs extérieurs successifs de ces dernières années et continue à maintenir une forte dynamique de croissance et de transformation. L'accès élevé au titre du programme soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) aide le pays à mieux résister aux chocs tout en mettant en œuvre des réformes solides. Le premier examen a montré que le pays a obtenu de bons résultats en ce qui concerne l'action préalable, l'ensemble des critères quantitatifs, les objectifs indicatifs et les repères structurels.

Les autorités se sont engagées à poursuivre la bonne mise en œuvre du programme. En outre, elles espèrent finaliser avec les services du FMI, début 2024, les discussions sur un programme soutenu par la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD), afin d'aider le pays à intégrer avec succès les questions liées au climat dans son processus d'élaboration des politiques et à renforcer sa résilience face aux événements climatiques.

2.3 NOTATION SOUVERAINE

La Côte d'Ivoire a obtenu lors de sa notation inaugurale auprès de l'agence S&P en juillet 2021, la note BB- avec une perspective stable. Lors de la revue annuelle du 17 novembre 2023, la note BB- avec une perspective stable, a été maintenue. Elle confirme la résilience de l'économie ivoirienne aux différentes crises sanitaire et économique mondiales.

Le 02 février 2024, Fitch Ratings a maintenu la note de la Côte d'Ivoire à BB- avec une perspective stable. Cette note s'explique par les fortes perspectives de croissance de la Côte d'Ivoire avec les faibles indicateurs de développement et la forte dépendance à l'égard des matières premières. Elle reflète également une gestion budgétaire saine, qui conforte l'opinion de Fitch selon laquelle les autorités mettront en œuvre les réformes et les ajustements nécessaires pour continuer à inverser la récente détérioration du solde budgétaire et des indicateurs de la dette.

Le 06 mars 2024, Moody's a rehaussé la qualité de signature de la Côte d'Ivoire de Ba3 à Ba2 avec une perspective stable. Ce rehaussement est lié à la résilience et la diversification croissantes de l'économie ivoirienne, qui s'appuient sur des perspectives de croissance robustes et une compétitivité en hausse. Le PIB réel du pays a suivi une trajectoire ascendante rapide, augmentant à un taux moyen de 7,1 % entre 2012 et 2023, et atteignant un montant estimé à 79 milliards de dollars en 2023. Selon Moody's, cette tendance devrait se poursuivre, avec une croissance moyenne du PIB réel de 7,0 % jusqu'en 2026, une prévision soutenue par la mise en œuvre du PND 2021-2025. Parallèlement, les niveaux de revenus de la nation ont augmenté rapidement à partir de faibles niveaux, renforçant ainsi sa capacité à gérer les chocs économiques ou fiscaux. Moody's prévoit que le PIB par habitant dépassera 10 000 USD (sur la base de la PPA) d'ici 2030, contre 6 485 USD à la fin de 2022. La dernière note de Standard & Poor's (18 octobre 2024) pour la Côte d'Ivoire est de BB avec des perspectives stables. La dernière note de Moody's est de Ba2 avec des perspectives stables et la dernière note de Fitch est de BB- avec des perspectives stables.

38 World Bank Annual Report 2023: A New Era in Development.

39 Climate-Sensitive Management of Public Finances—"Green PFM" Fabien Gonguet, Claude Wendling, Ozlem Aydin, and Bryn Battersby IMF STAFF CLIMATE NOTE 2021/00.

La Côte d'Ivoire est ainsi l'un des deux seuls pays, sur 201, à avoir bénéficié d'un rehaussement de sa notation lors de cette mise à jour et se positionne à présent parmi les pays les mieux notés d'Afrique, à la 3e place derrière le Maroc et le Botswana. Par ailleurs, cette reclassification place le pays au même niveau que certaines économies émergentes (Brésil, Turquie, Jordanie).

La Côte d'Ivoire a recours au marché des capitaux de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) pour la mobilisation de ressources. A cet effet, la notation en monnaie locale permet d'évaluer la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations de paiement dans sa propre monnaie en occurrence le FCFA. Ainsi, ces dernières années, les notations en monnaies locales de la Côte d'Ivoire connaissent, des progressions significatives.

Dans sa publication du mois d'Août 2024, Bloomfield a amélioré la note de la Côte d'Ivoire en monnaie locale à A+ sur le long terme avec une perspective stable.

Cette notation "A+" sur le long terme correspondant à un faible risque de défaut est motivée par le fait que le pays dispose de plusieurs leviers pour faire face à ses engagements financiers en monnaie locale. Il s'agit de quatre (04) facteurs essentiels à savoir : 1) une économie résiliente ; 2) une exécution budgétaire satisfaisante ; 3) la bonne exécution du plan national de développement 2016-2020 ; 4) la réduction de l'exposition au risque de change à travers un mécanisme de couverture. Sur le court terme, la Côte d'Ivoire détient une certitude de remboursement à temps.

Tableau 21. Evolution de la notation souveraine de la Côte d'Ivoire

Agence de notation	Notation souveraine actuelle	Notation souveraine précédente
S&P	BB+ perspective stable (depuis le 18/10/2024)	BB- perspective positive (Depuis le 19/05/2023)
	Perspective: Positive ⁴⁰	
Fitch Ratings	Pas de changement	BB- (Depuis le 04/08/2023)
Moody's	Ba2 (Depuis le 06/03/2024)	Ba3 (Depuis le 27/06/2022)
	Perspective: Stable	
GCR West Africa	A _(Wu) (Depuis le 03/08/2023) ⁴¹	A (Depuis le 31/12/2021)
	Perspective: Stable	
Bloomfield	A+ (Depuis le 01/08/2024) Perspective: Stable	A (Depuis le 01/08/2021)

Source : Trading Economics (2024) et UMOA-Titres (2023)

40 Changement de perspective de stable à positive

41 L'agence de notation WARA est rachetée par GCR en 2021, lui-même racheté par Moody's. WARA a changé de nom pour devenir GCR West Africa. La note A_(Wu) correspond à la notation A de WARA

3.1 RÉALISATIONS ET ACHÈVEMENT RÉCENTS

3.1.1 PRÉSENTATION DU PND (2021-2025)

Le PND 2021-2025⁴² de la Côte d'Ivoire se situe dans la continuité des PND précédents (2011-2015 et 2016-2020). A ce titre, en plus de capitaliser les priorités de développement internationales et régionales notamment les Objectifs de Développement Durable (ODD) et la vision 2063 de l'Union Africaine, il est fondé sur les visions de développement à long terme issues de : (i) l'Etude Nationale Prospective Côte d'Ivoire 2040⁴³ et (ii) du Plan stratégique Côte d'Ivoire 2030⁴⁴. Aussi, le nouveau PND constitue le cadre d'opérationnalisation de l'ambition du Chef de l'Etat inscrite dans son projet de société « Une Côte d'Ivoire Solidaire⁴⁵ ».

Piliers et orientations stratégiques

L'objectif principal de ce nouveau plan est de réaliser la transformation économique et sociale nécessaire pour hisser la Côte d'Ivoire, à l'horizon 2030, au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure⁴⁶. Pour y arriver, le PND 2021-2025 s'opérationnalise autour des six (06) piliers suivants :

- i. l'accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes ;
- ii. le développement du capital humain et la promotion de l'emploi ;
- iii. le développement du secteur privé et de l'investissement ;
- iv. le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale ;
- v. le développement régional équilibré, la préservation de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique et ;
- vi. le renforcement de la gouvernance, la modernisation de l'État et la transformation culturelle.

Afin de concrétiser la vision et les objectifs du PND 2021-2025, un ensemble de stratégies macroéconomiques et sectorielles assorties de programmes majeurs et des actions phares est décliné (MPD, 2021)⁴⁷. Par ailleurs, le Gouvernement ambitionne d'entreprendre des réformes structurelles de grandes ampleurs pour attirer des investissements directs étrangers afin de stimuler la technologie et l'innovation, tout en veillant à ce qu'il contribue à une croissance inclusive. Dans cette perspective, le Gouvernement reliera les champions nationaux aux investisseurs internationaux dans l'optique d'accroître le contenu local dans les projets d'investissements.

Financement du PND

Le succès de cet ambitieux plan de développement est corrélé à la réalisation d'un programme d'investissement évalué à 59 000,0 milliards de FCFA, dont 15 353,2 milliards de FCFA pour le secteur public (y compris les institutions sans but lucratif), soit 26%. Les investissements privés ressortent à 43 646,8 milliards de FCFA, soit 74,0 % du total des investissements.

42 Le PND 2021-2025, bien que formellement adopté par les deux chambres du Parlement en décembre 2021, est en vigueur depuis le début de l'année 2021.

43 Pour rappel, la vision de l'étude nationale prospective Côte d'Ivoire s'énonce comme suit : « La Côte-d'Ivoire, puissance industrielle, unie dans sa diversité culturelle, démocratique et ouverte sur le monde ».

44 Le Stratégie décennale Côte d'Ivoire 2030 vise à « consolider la reprise et accélérer la marche vers l'émergence ». Elle est articulée autour de deux axes stratégiques majeurs : (i) la transformation économique et sociale et ; (ii) la transformation structurelle et culturelle de l'Administration et de la gouvernance.

45 Ministère du Plan et du Développement (2021), « PND 2021-2025 : Orientations stratégiques – Tome 2 ».

46 Le Revenu par tête aurait progressé de 13,5 % entre 2016 et 2019, hissant la Côte d'Ivoire au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure avec notamment un revenu par habitant supérieur à ceux du Nigéria et du Ghana en 2019 (MEF, 2020).

47 MPD (2021), « PND 2021-2025 : Matrices d'actions prioritaires et cadre de résultats – Tome 3 ».

A fin 2023, la Côte d'Ivoire avait enregistré 31 700,8 milliards de FCFA d'investissements cumulés sur les 59 000,0 milliards de FCFA prévus. Ce qui correspond à un taux d'exécution de 53,7% du volume global⁴⁸.

Tableau 22. Répartition des investissements du PND (en milliards de FCFA)

	Montant	%
Investissement public	15 353,2	26 %
Investissement privé	43 646,8	74 %
Total PND 2021-2025	59 000,0	100,0 %

Source : MPD (2021), PND 2021-2025 (Tome 2)

Par ailleurs, pour soutenir la mise en œuvre de ce plan et accompagner la dynamique de la croissance de l'économie ainsi que la transition vers le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, un nouveau Programme Economique et Financier (PEF) a été conclu en mai 2023 avec le Fonds Monétaire International (FMI). Ce programme qui porte sur la période 2023-2026, devrait permettre à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'un appui significatif⁴⁹, compte tenu de son importance dans la région ouest africaine.

3.1.2 RÉFORMES STRUCTURELLES RÉCENTES LIÉES AU PLAN DE DÉVELOPPEMENT

Des réformes, programmes et projets ont été mis en œuvre pour aider le pays à atteindre les objectifs du PND 2021-2025. Il s'agit, notamment, de réformes destinées à accélérer la transformation structurelle de l'économie par le prisme de l'industrialisation et des programmes sociaux de seconde génération (PSGouv 2⁵⁰) en direction des populations vulnérables en vue de la réalisation de l'ambition du Chef de l'Etat inscrite dans son projet de société d'« **Une Côte d'Ivoire Solidaire** ».

Transformation structurelle de l'économie

Dans le cadre de la transformation structurelle de l'économie, les actions du Gouvernement mises en œuvre⁵¹, dans le cadre du PND 2021-2025, ont permis d'accroître considérablement les capacités nationales de transformation de la production agricole (la noix brute de cajou, le cacao, le caoutchouc, le riz, etc.).

Spécifiquement, pour ce qui est de la transformation du cacao, la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, à travers ces réformes et programmes, ambitionne résolument de passer d'une « puissance cacaotière » à une « puissance chocolatière » grâce au développement de son industrie de transformation du cacao avec l'installation de nouvelles unités industrielles⁵². Ce changement structurel est perceptible à travers le taux actuel de transformation locale qui est estimé à 35,0 % en 2022 contre 33,3 % en 2019 % et celui-ci devrait, en principe, continuer à croître avec la mise en œuvre des réformes et projets structurants du PND 2021-2025.

48 MPD (2024), «https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=16897&d=1#p », publié le 23 mai 2024.

49 Le Conseil d'Administration du FMI a approuvé, en faveur de la Côte d'Ivoire, un accord de 40 mois d'un montant de 3,5 milliards de dollars au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la facilité élargie de crédit (FEC).

50 Programme Social du Gouvernement, Phase 2 en abrégé « PSGouv 2 ».

51 Entre autres, la mise en œuvre des Programmes d'amélioration de la compétitivité des entreprises de transformation de ces spéculations ainsi que l'amélioration globale du climat des affaires, couplée à la disponibilité de zones industrielles dédiées, devrait favoriser l'arrivée de nouveaux investisseurs dans le domaine de la transformation du cacao et de l'anacarde.

52 Dont la nouvelle usine de transformation de cacao construite par le groupe malaisien GCB Cocoa qui vise à transformer 240 000 tonnes de fèves de cacao par an en produits semi-finis et ingrédients pour le chocolat, représentant un investissement de 70 millions d'euros. La première phase, achevée à ce jour, permet de traiter 60 000 tonnes par an.

Quant au caoutchouc, le taux de la première transformation était de 80,0 % en 2021⁵³ et l'objectif est d'atteindre 100 % à l'horizon 2025 pour pouvoir accélérer la deuxième transformation localement en caoutchouc, pneumatique, gants, etc. Pour l'anacarde, le taux de transformation locale est estimé à 21,8 % en 2022⁵⁴ contre 9,1 % en 2019.

Au total, malgré les efforts visibles, les mutations en vue d'une transformation significative dans plusieurs secteurs et branches à fort potentiel de valeur ajoutée restent timides et le PND entend l'accélérer.

Tableau 23. Suivi de quelques principaux indicateurs du secteur de l'Agriculture

Indicateurs clés	Situation de référence		Réalizations		Cibles annuelles	
	Année	Valeur	Année	Valeur	2023	2025
Taux de broyage du cacao (première transformation)	2019	33,3 %	2022	35,0 %	60,0 %	100,0 %
Taux de transformation local de l'anacarde	2019	9,1 %	2022	21,8 %	27,2 %	23,7 %
Taux de transformation locale du caoutchouc	2020	74,0%	2021	80,0 %	83,2 %	90,0 %

Source: MPD (2021), PND 2021-2025, Tome 3

Inclusion sociale et amélioration des conditions de vie des populations

Concernant l'inclusion sociale et l'amélioration des conditions de vie des populations, plusieurs actions ont été menées, notamment la deuxième phase du Programme Social du Gouvernement (PSGouv 2⁵⁵). Adopté en Conseil des Ministres le 22 décembre 2021, le PSGouv 2 repose sur cinq (05) axes stratégiques : (i) la lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du nord, (ii) l'éducation/formation, (iii) l'amélioration des conditions de vie des ménages, (iv) l'insertion professionnelle et, (v) le renforcement de la solidarité. Il s'inscrit dans la consolidation des acquis du PSGouv (2019-2020) et accélérer le rythme de réduction de la pauvreté et des inégalités. Ces projets identifiés visent à améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'électricité, à l'eau potable, aux transferts sociaux et à l'emploi pour les jeunes, ainsi que la connectivité, surtout dans les régions rurales.

Le PSGouv, pour sa deuxième phase, est évalué à 3 182,4 milliards dont 574,2 milliards de FCFA au titre de l'année 2022, 987,6 milliards en 2023 et 1 620,6 milliards en 2024. A fin décembre 2023, le montant décaissé se chiffre à 683,8 milliards de FCFA pour un engagement de 774,4 milliards de FCFA sur un budget global de 987,6 milliards de FCFA.

Tableau 24. Exécution du budget du PSGouv 2 (en milliards de FCFA)

Année	Budget global	Montant engagé	Montant décaissé	Taux d'engagement	Taux de décaissement
2022	547,2	384,3	306,3	70,2%	56,0%
2023	987,6	774,4	683,8	78,4%	69,2%
TOTAL	1 534,8	1 158,7	990,1	75,5%	64,5%

Source : Coordination Générale du PSGouv 2 (2024)

Selon les autorités ivoiriennes, les principaux résultats enregistrés au cours de l'année 2023, comprennent la construction de 305 salles de classe, la distribution de 53 306 tables-bancs, 4 900

53 Source : https://www.sikafinance.com/marches/investir-dans-la-transformation-de-lhevea-en-cote-divoire_36548

54 République de Côte d'Ivoire (2022), « https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=14761 », 2022

55 Avec un accent particulier accordé à la jeunesse à travers le Programme Jeunesse du Gouvernement (PJGouv) 2023-2025

113 kits scolaires et 1 978 716 manuels scolaires, de même que l'électrification de 625 localités avec 261 679 branchements réalisés, le reprofilage de 794,3 km de routes linéaires, l'insertion de 31 744 jeunes dans les programmes de formations complémentaires qualifiantes, de formations d'apprentis, de THIMO, d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), et de Fonds d'appui au secteur informel. En outre, à fin 2023, 200 000 ménages ont bénéficié des allocations des 4 trimestres, 20 000 ménages formés à la mise en place d'Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC), 10 147 107 personnes enrôlées dans le cadre de la CMU avec 1 685 304 actes médicaux délivrés⁵⁶.

3.2 RÉALISATIONS EN COURS ET À VENIR

Les réformes structurelles à venir s'inscrivent dans la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025. Les défis à relever sont nombreux. Nous faisons un focus sur ceux (i) de la transformation structurelle de l'économie à travers la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération (PNIA 2) et, (ii) de l'amélioration du climat des affaires et du développement du secteur privé.

Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2)

Pour la période 2021-2025, les interventions du Gouvernement sont réalisées à travers la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération (PNIA 2) qui est un outil d'accélération du développement du secteur agricole. Le PNIA 2 consolide les acquis avec trois nouveaux objectifs stratégiques : la résilience climatique, la transformation structurelle et la croissance inclusive. Ce programme s'inscrit dans la vision d'une agriculture ivoirienne durable, compétitive et créatrice de richesses partagées.

De façon opérationnelle, en ce qui concerne le PNIA 2, le Gouvernement ivoirien a adopté une approche intégrée et globale dite « d'Agro-Pôles » axée sur l'intégration horizontale de toutes les activités en amont et en aval de la chaîne des valeurs agricoles avec le développement des activités connexes. A cet effet, neuf (9) Agro-Pôles sont prévus⁵⁷. Ces différents projets d'Agro-Pôles vont concrétiser la mise en œuvre du PNIA 2 de manière intégrée, tout en tenant compte des réalités locales. A ce jour, l'Agro-Pôle 4 est en cours d'opérationnalisation tandis que les Agro-Pôles 1 et 2 deux (2) sont en phase de préparation avec l'appui technique et financier de la BAD⁵⁸. Par ailleurs, pour les Agro-Pôles 2, 3, 5, 6, 8 et 9 des financements additionnels sont à mobilisés.

Le coût du PNIA 2 est estimé à 11 905,0 milliards de FCFA dont 65% sont issus du secteur privé et 35% correspondant à la part du public⁵⁹. Le financement opérationnel dans le secteur agricole s'est établi à 407,31 milliards de FCFA en 2022 contre 217,28 milliards de FCFA en 2020.

Climat des affaires et développement du secteur privé

Le Gouvernement entend améliorer davantage la capacité du pays à attirer les investissements nationaux et internationaux en vue de renforcer le rôle moteur du secteur privé dans l'économie. Dans ce cadre, les projets contenus dans le PND et soutenus par le FMI⁶⁰, devront permettre de rendre le système fiscal plus efficient, transparent et équitable, notamment grâce à la dématérialisation systématique des marchés publics. Dans ce cadre, la numérisation globale des processus d'administration fiscale et douanière, déjà entamée, doit être également poursuivie et complétée. Aussi, l'accent sera mis sur la réduction du coût de la pratique des affaires par la transformation numérique de l'administration, la refonte du portail unique des services à l'investisseur (PUSI) et la simplification des formalités pour les PME.

De plus, la lutte contre la corruption est érigée en priorité nationale. Ainsi, pour promouvoir la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, une Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption à l'horizon 2027 (SNLC 2023-2027) est en train d'être parachevée en vue de son adoption en Conseil des ministres.

56 République de Côte d'Ivoire (2024) « PSGOUV 2022-2024 : Bilan 2023 », Communiqué du Conseil des Ministres du 08 mai 2024.

57 Voir en annexe 7.3 la liste des Agro-Pôles ainsi que les filières prioritaires identifiées.

58 technique et financier de la BAD

59 Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2022), « Mise en œuvre du PNIA 2 », https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=14420, décembre 2022

60 Voir le Programme Economique et Financier (PEF) signé avec le FMI pour la période 2023-2026.

4 SITUATION DE LA DETTE

4.1 NIVEAU D'ENDETTEMENT

Aperçu général

Selon le rapport relatif aux septième et huitième revues de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et de l'accord élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) publié en décembre 2020 par le FMI, la Côte d'Ivoire a mobilisé d'importants financements extérieurs concessionnels pour financer la réponse à la pandémie en 2020. En 2022, le recours aux sources de financement commerciales externes présentait des difficultés, notamment en raison de l'incertitude du climat mondial et des contraintes de viabilité de la dette. Ces considérations financières ont également été prises en compte pour adapter l'ampleur de l'assainissement budgétaire de 2022, en envisageant une combinaison de financements régionaux et de prêts concessionnels.

La dette publique comprend la dette intérieure et la dette extérieure. En décembre 2023, elle s'élève à 27 782,6 milliards de FCFA, soit 58,1% du PIB. Cet encours comprend 10 626,3 milliards de FCFA de dette intérieure (22,2% du PIB) et 17 156,3 milliards de FCFA de dette extérieure (35,9% du PIB).

A fin 2022, la dette publique s'élève à 24 774,4 milliards de FCFA (dont 15 069,1 milliards de FCFA de dette extérieure et 9705,3 milliards de FCFA de dette intérieure). L'encours de la dette publique représente 56,6% du PIB en 2022 contre 50,2% en 2021.

L'augmentation de la dette publique sur la période 2018-2023 est liée à la forte mobilisation des ressources financières destinées à financer le vaste programme d'investissement public du PND. Toutefois, le ratio dette publique sur PIB reste toujours en dessous du seuil communautaire de 70%. Au regard de l'analyse de viabilité de la dette (AVD) de novembre 2023, la Côte d'Ivoire présente un risque de surendettement modéré.

La stratégie d'endettement de la Côte d'Ivoire est fondée essentiellement sur des emprunts à long terme. Les dettes à moyen et à long termes à fin décembre 2023 représentent 97,3% de la dette totale. Cette situation s'explique par la volonté des autorités ivoiriennes de profiler la dette en augmentant les maturités des prêts destinés à financer les investissements du PND.

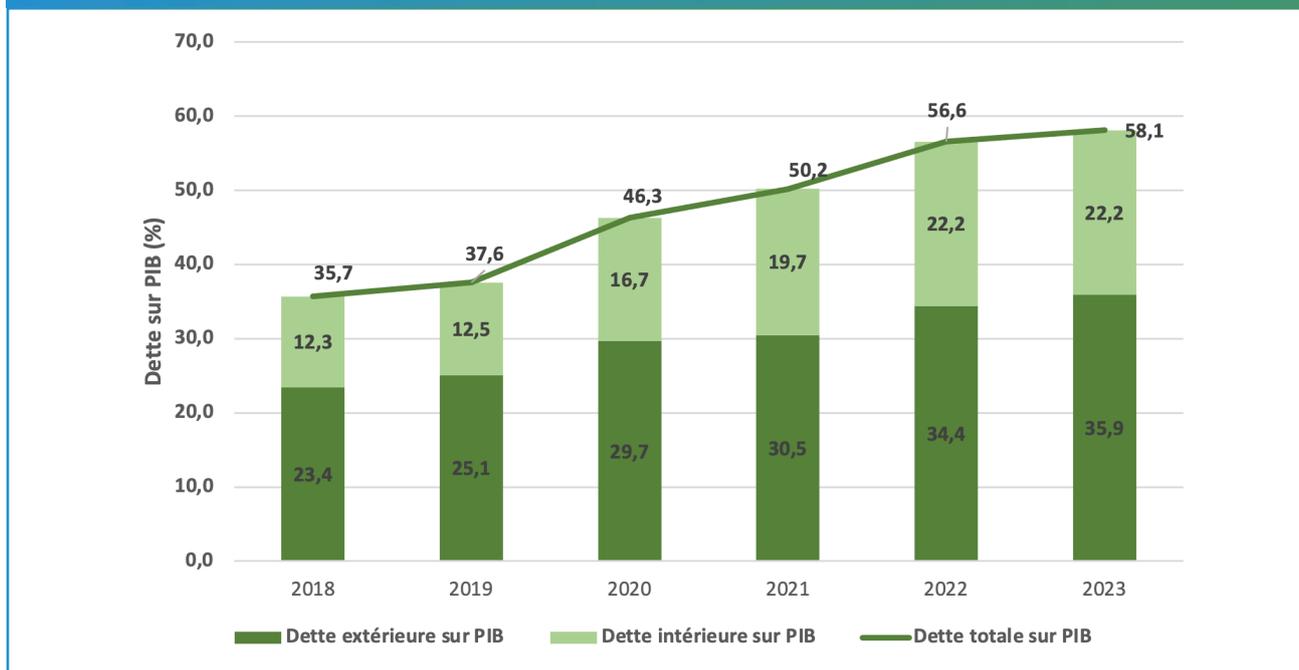
Tableau 25. Répartition de la dette publique (milliards de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dette totale (% du PIB)	35,7	37,6	46,3	50,2	56,6	58,1
Dette totale (Milliards de FCFA)						
Restant due	11 607,8	13 300,2	16 802,3	20 269,8	24 774,4	27 782,6
Arriérés	0	0	0	0	0	0
Dû	1 547,2	2 764,6	2 736,5	2 104,3	3 225,2	3 879,1
Dette extérieure						
Restant due	7 613,4	8 867,5	10 756,7	12 310,6	15 069,1	17 156,3
Arriérés	0	0	0	0	0	0
Dû	610,2	1 583,7	1 084,5	924,4	1 318,0	1 755,5

Dettes intérieure						
Restant due	3 994,4	4 432,7	6 045,6	7 959,2	9 705,3	10 626,3
Arriérés	0	0	0	0	0	0
Dû	937	1 180,9	1 652,0	1 279,9	1 907,2	2 123,6
PIB nominal	32 506,1	35 382,0	36 278,0	40 366,9	43 771,2	47 790,9

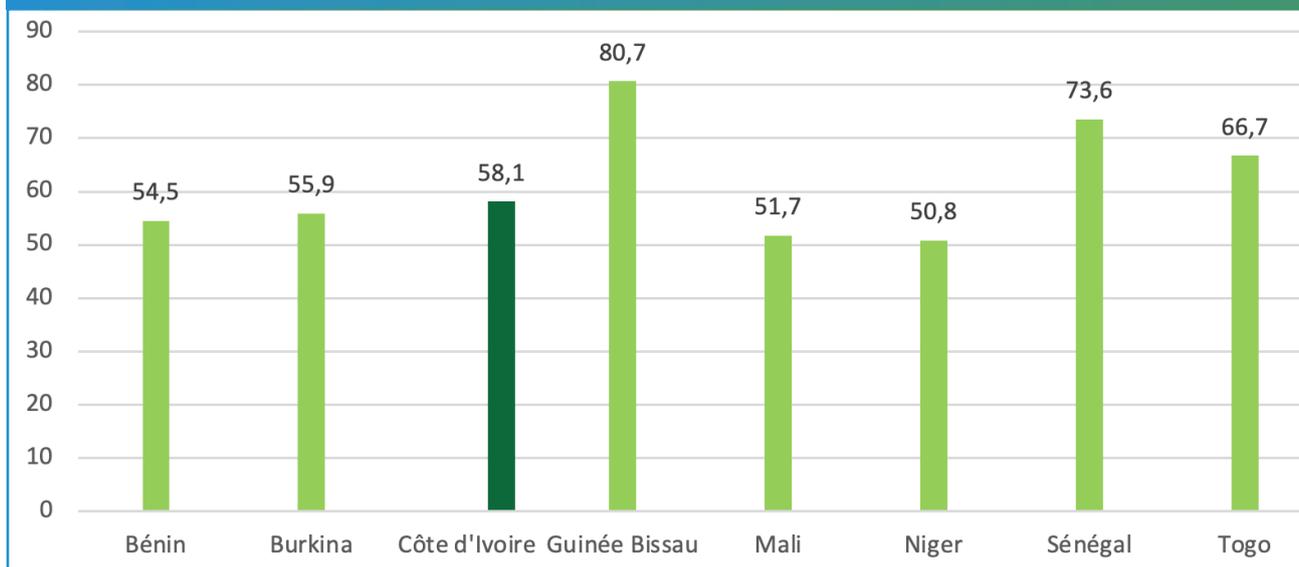
Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DDPD. Mise à jour décembre 2023

Figure 3. Répartition de la dette publique en dette extérieure et dette intérieure par rapport au PIB



Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DDPD. Mise à jour décembre 2023

Figure 4. Dette publique sur PIB en décembre 2023 des pays de l'UEMOA (en %)



Source : Commission de l'UEMOA, Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale (Annexes), Juin 2024 - MEF

Tableau 26. Profil de maturité de la dette (en %)

En % de la dette totale	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Court terme	0,5	0,7	2,4	1,7	1,0	2,7
Moyen / Long terme	99,5	99,3	97,6	98,3	99,0	97,3

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DDPD. Mise à jour décembre 2023

4.2 DETTE INTÉRIEURE

Tableau 27. Composition / détenteurs de la dette intérieure (en milliards de FCFA)

(Milliards de FCFA)	2020	2021	2022	2023
Autres emprunts	418,2	911,1	913,7	1 347,5
Banques (y c BCEAO)	418,2	911,1	913,7	1 347,5
Etc.				
Titres publics	5 627,4	7 048,0	8 791,6	9 278,8
Obligations du Trésor	5222,3	6709,2	8550,9	8 536,2
Bons du Trésor	405,1	338,8	240,7	742,6
Total	6045,6	7959,2	9705,3	10626,3

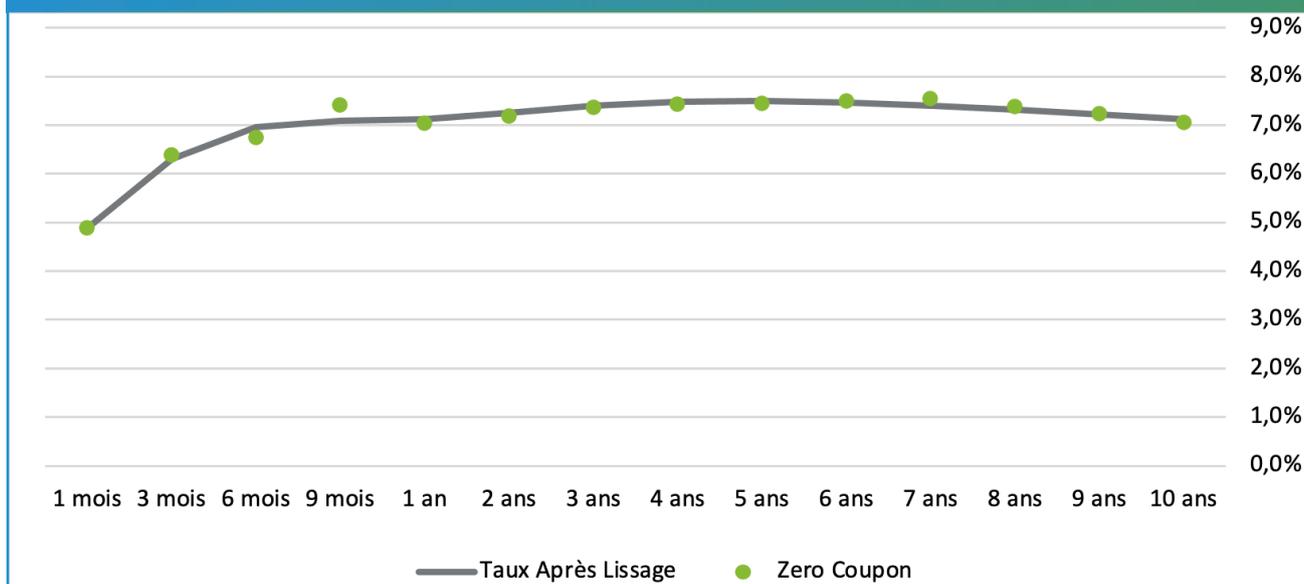
Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DDPD. Mise à jour décembre 2023

A fin décembre 2023, l'encours de la dette intérieure s'élève à 10 626,3 milliards de FCFA. Cette dette comprend principalement l'encours détenu par les divers souscripteurs des titres de marché (y compris les banques) d'un montant de 9 738,5 milliards de FCFA. Les obligations du Trésor représentent une source d'endettement complémentaire pour financer les infrastructures. Les obligations sont émises par adjudication avec le concours de UMOA-Titres ou par syndication (appel public à l'épargne à la BRVM).

Les émissions d'obligations du trésor ont connu une tendance haussière entre 2018 et 2023. Cette situation s'expliquerait par la volonté des autorités de reprofiler la dette publique. L'Etat ivoirien applique une stratégie de diversification de ses sources de financement. Le gouvernement ivoirien a été très présent sur le marché des titres publics de l'UEMOA au cours des cinq dernières années. Ses émissions sont considérées comme des valeurs de référence. Les titres de la dette publique de la Côte d'Ivoire sont détenus par les banques et les compagnies d'assurance des pays de l'UEMOA. Les amortissements de capital constituent la majeure partie du service de la dette payée en fin décembre 2023.

Le volume de la dette intérieure est en constante progression depuis 2002 après la suppression des avances statutaires de la BCEAO. En effet, la BCEAO consentait à chaque Etat Membre de l'UEMOA des avances statutaires calculées au prorata de leur poids économique dans l'union. Cette aide monétaire directe a pris fin en 2003, engendrant un recours aux émissions de dette sur le marché domestique de l'UEMOA afin de financer les besoins budgétaires du Gouvernement.

Figure 5. Courbe des taux zéro-coupon de la Côte d'Ivoire au 25 décembre 2023 (Obligations et Bons du Trésor en monnaie locale)



Source : UMOA-Titres, 25 décembre 2023

La courbe des taux de la Côte d'Ivoire est ascendante pour les maturités allant d'un mois à deux ans. Entre trois et 10 ans, les rendements zéro-coupons varient très faiblement. La courbe est presque horizontale sur le segment des maturités de moyen et long termes. Les titres à maturité longue offre des rendements plus importants car les investisseurs qui acceptent de renoncer à des échéances courtes intègrent une prime de risque additionnelle. La prime de risque ou de terme augmente dans le temps mais à un rythme décroissant. La courbe des taux de la Côte d'Ivoire reflète bien cette situation.

Tableau 28. Le service de la dette intérieure au 31 décembre 2023

Situation à décembre 2023 (Milliards de FCFA)	Banques commerciales et autres institutions financières et BCEAO			Secteur non bancaire			Total		
	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total
Service dû	1089,7	387,4	1477,1	447,6	139,5	587,1	1537,3	527,0	2064,3
Service payé	1089,7	387,4	1477,1	447,6	139,5	587,1	1537,3	527,0	2064,3

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DDPD. Mise à jour décembre 2023

4.3 DETTE EXTÉRIEURE

La dette extérieure de la Côte d'Ivoire est composée majoritairement de dettes commerciales, suivies de dettes multilatérales et bilatérales. La dette commerciale, évaluée à 8 562,7 milliards de FCFA en décembre 2023, est composée essentiellement d'eurobonds et de titres de créance émis sur le marché financier régional.

La dette commerciale obtenue sur le marché des euro-obligations représente 35,1% de la dette extérieure à fin décembre 2022⁶¹. Cette situation observée s'explique par plusieurs émissions effectuées sur le marché des euro-obligations.

61 Direction Générale des Financements, décembre 2022

Entre 2014 et décembre 2021, la Côte d'Ivoire a émis onze emprunts sur ce marché. Le montant total des émissions de 2014 à décembre 2021 est évalué à 5 545,4 milliards de FCFA. La stratégie d'émission adoptée était fondée sur deux séries d'emprunts chaque année⁶².

S'agissant de la dette bilatérale, elle a connu une baisse ces dernières années. Le Gouvernement ivoirien avait bénéficié d'un contrat de désendettement et de développement (C2D) en juillet 2012 qui est un instrument de restructuration de la dette qui permet au pays de continuer d'honorer ses dettes bilatérales envers la France et l'Espagne jusqu'à leur remboursement, mais les montants sont reversés aux pays sous forme de dons pour financer des programmes de lutte contre la pauvreté. La Côte d'Ivoire avait bénéficié d'une annulation de 1 151,2 milliards de FCFA au titre des C2D de 2012 et de 2014. En décembre 2023, la dette bilatérale représentait 17,1 % de l'encours total de la dette extérieure pour un montant de 2 938,6 milliards de FCFA⁶³.

La dette due aux créanciers multilatéraux avoisinait 5 655,0 milliards de FCFA en décembre 2023. Elle est essentiellement composée d'emprunts souscrits auprès du FMI et de la Banque Mondiale. La dette multilatérale représentait 33,0 % de l'encours de la dette extérieure en décembre 2023.

Tableau 29. Composition de la dette extérieure

(Milliards de FCFA)	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% de la dette extérieure en 2023	% du PIB en 2023
Prêts multilatéraux	1 870,3	2 258,8	3 386,4	3 700,2	4 452,1	5 655,0	33,0	11,8
Prêts bilatéraux	1 395,5	1 604	1 872,9	2 032,6	2 526,9	2 938,6	17,1	6,1
Non-Souverain	4 347,6	5 004,8	5 497,4	6 577,8	8 090,0	8 562,7	49,9	17,9
Total	7 613,4	8 867,6	10 756,7	12 310,6	15 069,0	17 156,3	100,0	35,9

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MEF/DDPD. Mise à jour décembre 2023

A fin 2023, l'euro est la monnaie dominante dans la dette extérieure ivoirienne (71,9%), suivie par le FCFA de l'UEMOA (11,0%) et le Dollar U.S. (10,8%). Le FCFA (XOF) est la monnaie nationale. Certaines organisations multilatérales, notamment le FMI et la BOAD, ont leurs emprunts libellés en FCFA.

Quant à l'Euro, l'encours de la dette libellée dans cette devise comprend essentiellement les Eurobonds à échéance 2025, 2030, 2031, 2032, 2040 et 2048, la dette envers la France et celle envers la Banque Européenne d'Investissement. En ce qui concerne le Dollar U.S, le niveau de la dette dans cette devise est principalement dû à l'encours des Eurobonds à échéance 2024, 2028, 2032 et 2033 (21,1% de la dette extérieure) et aux emprunts structurants envers la Chine.

Dans le cadre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme, la Côte d'Ivoire a conclu en septembre 2018 une opération à terme de type forward pour couvrir le risque de change lié à sa dette publique extérieure. Cette opération de couverture de change concernait le service de la dette publique libellée en dollars américains, pour un montant total de 1,4 milliard de dollars US, et a permis de fixer le taux de change euro/dollar pour une partie des échéances à payer pour le service de la dette sur les euro-obligations libellées en dollars américains sur la période de décembre 2018 à décembre 2022.

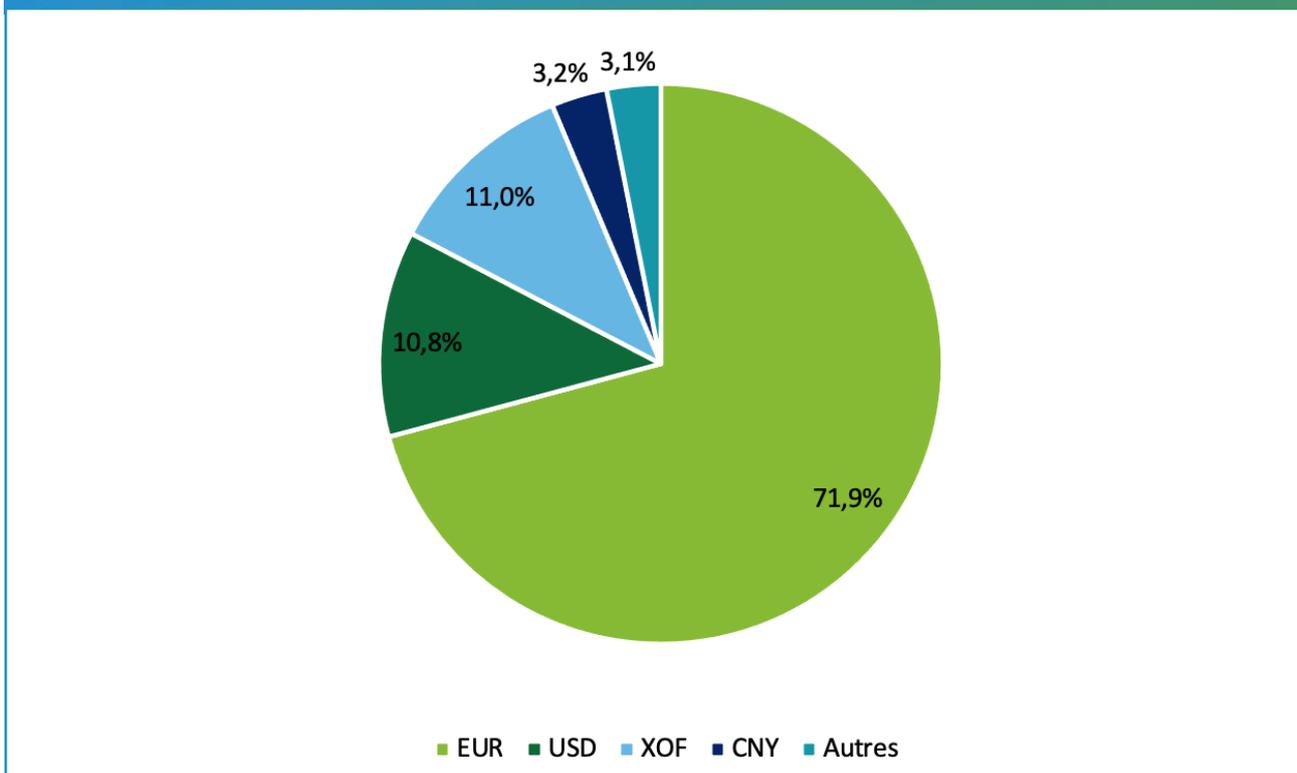
En décembre 2019, une seconde transaction a été réalisée avec un montant notionnel de 724 millions USD couvrant la période 2020 - 2024 et a concerné l'ensemble des flux non couverts (capital et intérêts)

62 Direction Générale des Financements, décembre 2022

63 Direction Générale des Financements, décembre 2022

des Eurobonds 2024, 2032 et 2033 sur la période 2020 - 2024 et l'ensemble des flux (capital et intérêts) de trois lignes de prêts bilatéraux sur la période 2020 - 2024. Cette opération, réalisée dans des conditions de marché favorables et à des prix très compétitifs, a permis à la Côte d'Ivoire de réduire son exposition au risque de change tout en améliorant la soutenabilité de la dette publique du pays. Aucune opération de couverture n'a eu lieu en 2020, 2021, 2022 et à fin décembre 2023.

Figure 6. Ventilation de la dette extérieure en devises au 31 décembre 2023



Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MFB/DGF. Mise à jour décembre 2023

Tableau 30. Service de la dette extérieure (Milliards de FCFA)

Situation à décembre 2023	Multilatérale			Bilatérale			Commerciale			Total		
	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total	Capital	Intérêt	Total
Service dû	289,9	102,6	392,5	272,3	60,0	332,3	460,0	549,6	1 009,6	1 022,2	712,2	1734,4
Service payé	289,9	102,6	392,5	272,3	60	332,3	460,0	549,6	1 009,6	1 022,2	712,2	1734,4

Source : Bulletin trimestriel des statistiques de la dette publique, MFB/DGF. Mise à jour décembre 2023

Le service de la dette s'élevait à 1 734,4 milliards de FCFA sur la base de l'encours à fin décembre 2023. Ce montant est expliqué en majeure partie par la dette commerciale.

4.4 VIABILITÉ ET SOUTENABILITÉ DE LA DETTE

Viabilité de la dette selon la Banque Mondiale et le FMI

Le FMI et la Banque mondiale ont élaboré un cadre visant à guider les décisions d'emprunt des pays à faible revenu. Ce cadre permet aux pays éligibles de calibrer leurs besoins de financement sur leur capacité de remboursement actuelle et future. L'objectif des analyses de la viabilité de la dette est d'évaluer le niveau de dette nécessaire pour écarter les risques.

Les dettes publiques extérieure et totale de la Côte d'Ivoire restent exposées à un risque modéré de surendettement. La situation demeure inchangée par rapport à l'AVD de mai 2023⁶⁴. L'indicateur du service de la dette extérieure par rapport aux recettes dépasse le seuil de 20% en 2024 et 2025. Toutefois, au-delà de l'année 2025, ce ratio service de la dette extérieure par rapport aux recettes reste en dessous du seuil de 20%. Comme pour l'AVD de mai 2023, tous les indicateurs, à l'exception de la VA de la dette extérieure par rapport au PIB, sont susceptibles de faire l'objet d'un certain nombre de scénarios de crise dont le plus extrême implique un choc sur les exportations. La VA du ratio dette globale/PIB est inférieure à son seuil de 56%, mais le dépasse en cas de choc sur les prix des produits de base.

Tableau 31. Tableau récapitulatif des indicateurs de viabilité de la dette

Libellé	Seuils	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2043
Viabilité de la dette publique								
VA Dette publique/PIB (en %)	<56	53,5	52,9	52,4	51,3	50,1	48,8	38,0
VA Dette publique/(Recettes + dons) (en %)	N/A	349,3	321,5	314,3	298,3	282,0	269,8	137,4
Service Dette publique/(Recettes + dons) (en %)	N/A	41,5	42,3	49,1	47,3	37,3	31,9	12,1
Viabilité de la dette extérieure								
VA Dette Extérieure/PIB (en %)	<40	31,4	31,5	30,5	28,7	27,5	26,8	16,0
VA Dette Extérieure/Exportations (en %)	<150	126,4	130,7	122,6	115,2	110,6	108,7	82,2
Service Dette Extérieure/ Exportations (en %)	<20	9,0	11,5	14,2	14,6	12,5	10,8	8,7
Service Dette Extérieure/Recettes (en %)	<20	15,1	17,5	21,6	21,4	17,7	14,9	8,2

Source : rapport Pays FMI Côte d'Ivoire N°23/406 publié en décembre 2023. FMI/Banque Mondiale, novembre 2023 N/A : Non applicable car des seuils ne sont pas définis pour ces indicateurs

4.5 STRATÉGIE D'ENDETTEMENT

D'après le règlement n°9/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de la gestion de la dette publique dans les pays de l'UEMOA, les Etats doivent élaborer une stratégie d'endettement public annexée à la loi de finance. Cette stratégie est renforcée par les programmes signés avec le FMI qui permettent d'élaborer et de suivre la viabilité de la dette dans le cadre de revues périodiques.

64 Rapport Pays FMI Côte d'Ivoire N°23/406 publié en décembre 2023

Ainsi, la Côte d'Ivoire a élaboré et met en œuvre une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) sur la période 2023-2026.

Les objectifs de la SDMT 2023-2026 se limitent au champ de la dette de l'administration centrale et s'articulent autour des points suivants :

- satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts possibles ;
- s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables ;
- contribuer au développement du marché financier régional.

L'objectif du Gouvernement, conformément à la SDMT, est d'emprunter aux conditions qui allongeraient les maturités des titres publics, réduiraient le coût des emprunts, limiteraient le risque de change et privilégieraient les financements extérieurs dans le cadre des projets structurants. Le gouvernement entend recourir aux prêts concessionnels, semi-concessionnels et non concessionnels dans le cadre du financement des investissements du PND 2021-2025 dans les limites de la soutenabilité budgétaire sur les longs et moyens termes. Cette stratégie tient compte de la maîtrise du coût moyen du portefeuille de la dette. Elle permet, par ailleurs, de réduire le risque de refinancement et de limiter les risques liés aux fluctuations des taux de change.

Au cours des prochaines années, l'Etat devrait privilégier des financements qui aident à réduire le risque de refinancement de la dette intérieure, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Plus précisément, les besoins de financement devraient être couverts en moyenne selon un rapport 44%-56% d'instruments de financement extérieur et intérieur sur la période 2023-2026. Les ressources extérieures seraient composées de financements (pour des emprunts projets ou programmes) concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 21 %, 43 %, 14 % et 22 % sur la période 2023-2026. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long termes respectivement à hauteur de 10 %, 34 %, et 55 % sur la même période.

Cette stratégie privilégie la dette intérieure par rapport à la dette extérieure qui devra être dominée par les financements libellés en euro et à taux fixe. Elle a été confortée par une Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) qui permet à l'Etat de Côte d'Ivoire de conserver son statut de risque de surendettement modéré.

4 FACTEURS DE RISQUE

5.1 RISQUES POLITIQUES ET SÉCURITAIRES

Des progrès politiques significatifs ont été réalisés depuis la crise de 2011 mais la qualité et l'efficacité des institutions de la Côte d'Ivoire doivent encore être renforcées. Si le climat politique s'améliore, le climat sécuritaire reste dégradé au nord du pays. La menace terroriste djihadiste, le long des frontières nord avec le Burkina Faso et le Mali est toujours importante, malgré la mise en place par le gouvernement d'un programme de prévention des risques terroristes. Le gouvernement ivoirien a également sollicité l'appui des autres Etats côtiers ainsi que des Etats-Unis et de la France. Un accord de coopération militaire et de partage de renseignement a été conclu en 2017 avec les pays voisins (le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana et Togo). Par ailleurs, la France a réaffirmé son engagement début 2023 envers la Côte d'Ivoire, membre depuis 2017 du programme de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT). De l'autre côté de l'Atlantique, les Etats-Unis ont annoncé une aide de long terme (100 millions de dollars sur 10 ans) pour renforcer la résilience des régions côtières d'Afrique de l'Ouest.

Bien que la Côte d'Ivoire ait réalisé des progrès significatifs ces dernières années, le domaine dans lequel le pays est le plus vulnérable est celui de la politique et de la gouvernance.

5.2 RISQUES SOCIAUX

Après les épisodes de fortes violences post-électorales de 2020, les tensions politiques se sont apaisées entre le Président Ouattara et ses opposants, en partie grâce à la mise en œuvre des réformes convenues en 2020 (réorganisation de la commission électorale, processus d'indemnisation des victimes des violences électorales). Dans le cadre de sa vision « Côte d'Ivoire 2030 », le Président de la République s'est engagé à placer l'Homme au cœur de l'action de l'Etat. A ce titre, la vision 2030 traduite dans le projet de société « Une Côte d'Ivoire solidaire » est fondée sur des objectifs majeurs de développement humain.

Le contrat social qui découle de cet engagement porte sur l'amélioration substantielle des conditions de vie des populations, à travers la réalisation de projets concrets. Le Programme Social du Gouvernement (PSGouv 2) s'inscrit dans ce cadre avec pour but de consolider les acquis du PSGouv (2019-2020) et accélérer le rythme de réduction de la pauvreté et des inégalités. Ce nouveau programme social devrait soutenir une croissance plus forte et plus inclusive grâce à un renforcement du capital humain, de l'accès aux services de santé et de la participation des femmes sur le marché du travail.

La Côte d'Ivoire doit promouvoir une cohésion sociale et une réconciliation durable pour réaliser pleinement son potentiel économique.

5.3 RISQUES MACROÉCONOMIQUES

La dépendance aux produits agricoles rend l'économie ivoirienne vulnérable aux fluctuations des cours des produits agricoles mondiaux et aux conditions climatiques. Une fluctuation à la baisse des cours de ces matières premières liée à l'évolution de la demande mondiale et aux conditions climatiques constitue un risque majeur pour la mobilisation des recettes publiques. Au cours des dernières années, afin de réduire sa dépendance à l'égard du secteur agricole, la Côte d'Ivoire a continué de développer les secteurs non agricoles de son économie en encourageant le commerce, la construction, les télécommunications, les services financiers, les mines, le pétrole et le gaz et les activités de fabrication.

Les autorités poursuivent leur programme de transformation économique plus profonde dans le cadre du PND 2021-25. Elles ont pris des mesures pour renforcer la stabilité macroéconomique et inverser les déséquilibres budgétaires et extérieurs croissants, alors que l'économie a été durement touchée par le triple choc de la pandémie de Covid-19, du resserrement financier mondial et des retombées négatives de la guerre en Ukraine.

5.4 RISQUES CONCERNANT LA MOBILISATION DES RESSOURCES

Malgré une amélioration constante du recouvrement global des recettes grâce aux réformes en cours de l'administration fiscale, le pays dépend fortement des fluctuations des prix des produits agricoles, miniers et énergétiques. Ainsi, une fluctuation à la baisse des cours de ces matières premières est un risque majeur pour les recettes budgétaires. Le FMI estime dans son rapport sur la Côte d'Ivoire de décembre 2023 (IMF Country Report No. 23/406) que le déficit budgétaire de 2023 devrait diminuer de 1,6 point pour s'établir à 5,2 pour cent du PIB.

Au niveau de la dette, les autorités sont fermement déterminées à ancrer la viabilité de la dette dans un risque modéré de surendettement et à atteindre l'objectif de déficit budgétaire de l'UEMOA tout en protégeant les dépenses sociales et d'infrastructures. Des progrès sensibles dans la mobilisation des recettes intérieures, à commencer par des mesures solides prises d'emblée, seront fondamentaux pour respecter tous les engagements du pays.

5.5 RISQUES SANITAIRES

La Côte d'Ivoire fait face à des risques sanitaires divers. Le pays est très exposé au paludisme selon l'OMS. La situation de la santé publique ivoirienne est également caractérisée par un taux de mortalité élevé lié au VIH/SIDA. Selon l'Enquête démographique de Santé 2021 de l'Institut National de la Statistique (INS), le pays a réalisé un énorme progrès dans la lutte contre la mortalité maternelle. Le taux de mortalité maternelle en Côte d'Ivoire est passé de 614 décès en 2011 à 385 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2022, soit une baisse de 36,9 % en 11 ans. Bien qu'aucun cas d'infection à virus Ebola n'ait été signalé à ce jour en Côte d'Ivoire, le pays reste à risque compte tenu de ses frontières avec des pays où les normes de santé publique sont potentiellement plus basses et pourrait devoir consacrer des ressources importantes à se préserver des épidémies. Comme pratiquement tous les pays du monde, la Côte d'Ivoire fait partie des pays touchés par la pandémie du Coronavirus. A la date du 20 avril 2022 (dernière information officielle disponible sur le site du ministère de la santé), 81 861 cas ont été déclarés positifs, dont 80 758 guéris, 797 décédés et 306 sous traitement.

5.6 RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES

La Côte d'Ivoire est confrontée à des problèmes environnementaux d'origines diverses : disparition du couvert forestier, appauvrissement des sols, pollution et eutrophisation des eaux, pollution de l'air, dégradation du lieu urbain, persistance des maladies environnementales, manque d'éducation, formation et sensibilisation, inadaptation et instabilité du cadre juridique et institutionnel ainsi que la dispersion et les difficultés d'accès des données environnementaux. Conscient de la détérioration de l'environnement et des risques qu'elle engendre, l'Etat de Côte d'Ivoire a défini des stratégies pour gérer de façon rationnelle les ressources naturelles et promouvoir le développement durable à travers des programmes d'action.

6.1 CROISSANCE RÉELLE DU PIB DÉTAILLÉE PAR SECTEUR

	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (e)	2024 (p)	2025 (p)
Secteur primaire	11,4	2,4	3,2	7,5	4,3	-4,1	7,2	5,1
Agriculture vivrière, élevage	5,0	-5,1	3,6	5,3	4,1	8,5	3,1	5,2
Agriculture d'exportation	14,5	4,9	0,7	9,1	5,3	-11,8	10,7	5,1
Sylviculture	3,2	0,7	-0,3	2,0	-16,4	0,4	0,0	0,0
Pêche	7,7	32,0	67,4	3,9	1,2	0,7	-5,8	5,3
Secteur secondaire	2,0	22,7	-2,5	4,9	8,5	10,3	2,8	6,5
Extraction minière	-26,6	2,3	-4,4	5,0	4,3	7,5	8,7	12,5
Industries agro-alimentaires	9,4	10,0	0,3	-10,8	3,4	7,6	1,2	4,6
Produits pétroliers	29,5	21,6	-67,8	21,8	12,1	20,0	5,8	0,6
Energie (gaz, eau, électricité)	59,4	32,9	-18,7	16,2	5,5	19,8	2,6	19,7
BTP	-7,1	31,5	-3,4	4,6	23,6	8,6	-1,1	5,8
Autres industries manufacturières ⁶⁵	6,5	41,0	25,0	16,1	5,1	7,6	3,9	4,3
Secteur tertiaire	4,2	-12,4	-0,3	4,9	6,3	8,4	6,6	6,3
Transports	-4,6	-1,9	-3,1	16,9	4,7	9,3	6,3	4,4
Télécommunication	4,3	-10,9	-6,0	12,2	1,8	8,7	6,8	6,6
Commerce	8,9	-1,7	8,0	1,1	14,2	7,4	5,9	6,6
Autres services ⁶⁶	4,7	-26,4	-5,1	2,3	0,0	8,6	7,5	6,9
Secteur non marchand	10,7	94,5	5,3	12,8	8,8	4,7	9,1	6,1
Droits et taxes	-4,4	6,3	6,0	20,0	1,7	8,0	7,6	8,1
PIB total	4,8	6,7	0,7	7,1	6,2	6,5	6,1	6,3

MEF/DGE/DPPSE, INS, Cadrage macroéconomique 2018-2029, mis à jour le 09 octobre 2024

⁶⁵ Fabrication de meubles, Fabrication de produits chimiques, Fabrication de produits en caoutchouc, Travail du bois, production de ciment et matériaux de construction, etc.

⁶⁶ Entretien et réparations divers, Hôtellerie et Tourisme, Services immobiliers, services aux entreprises, etc.

6.2 CROISSANCE RÉELLE DU PIB DÉTAILLÉE PAR POSTE DE DEMANDE (EN %)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (e)	2024 (p)	2025 (p)
Consommation totale	5,9	5,2	1,4	5,4	5,3	4,5	3,4	3,7
Privée	6,0	3,4	0,9	5,3	4,4	4,7	3,5	4,5
Publique	5,1	17,5	1,5	6,1	11,1	3,5	3,2	6,4
Investissement (FBCF)	6,9	2,1	3,8	14,9	13,9	9,3	8,1	8,1
Investissements privés	6,4	0,3	-2,2	14,3	7,9	11,9	7,7	10,2
Investissements publics	8,1	7,1	24,8	16,6	30,2	2,7	9,0	3,0
Exportations des biens et services	-3,7	9,0	-4,6	16,9	47,9	2,5	6,4	7,1
Importations des biens et services	4,4	2,7	5,8	15,9	58,3	8,4	6,7	5,3
PIB	4,8	6,7	0,7	7,1	6,2	6,5	6,1	6,3

Source : MEF/DGE/DPPSE, INS, Cadrage macroéconomique 2018-2029, mis à jour le 09 octobre 2024

6.3 DÉTAIL DES ÉMISSIONS DU PAYS DE 2018 À 2023

Libellé	ISIN	Maturité (années)	Date d'émission	Montants émis (Millions de FCFA)	RMP* (en %)
BAT CI 1 an 15/01/2019	CI0000002465	1	17/01/2018	35 000	
BAT CI 1 an 06/02/2018	CI0000002507	1	05/02/19	35 000	
BAT CI 1 an 16/10/2018	CI0000002580	1	17/07/2018	35 000	
BAT CI 1 an 28/11/2018	CI0000002598	1	29/08/2018	30 000	4,74%
BAT CI 91 j 11/12/2018	CI0000002606	91j	11/09/2018	30 000	4,41%
BAT CI 28j 13/11/2018	CI0000002630	28j	16/10/2018	30 000	3,42%
BAT CI 91j 14/04/2019	CI0000002689	91j	11/01/2019	30 000	4,94%
BAT CI 91j 14/04/2019	CI0000002689	91j	11/01/2019	30 000	4,94%
BAT CI 1 an 14/01/2020	CI0000002671	1	15/01/2019	35 000	5,82%
OAT CI 3 ans 23/01/2022	CI0000002697	3	22/01/2019	35 000	
BAT CI 182j 30/07/2019	CI0000002705	182j	29/01/2019	30 000	5,69%
BAT 182j 30/07/2019	CI0000002705	182j	29/01/2019	30 000	5,69%
BAT CI 91j 06/05/2019	CI0000002713	91j	04/02/2019	30 000	5,12%
BAT CI 1 an 12/02/2019	CI0000002739	1	11/02/2020	35 000	6,11%

BAT CI 182j 27/08/2019	CI0000002754	182j	26/02/2019	30 000	5,51%
BAT CI 91j 04/06/2019	CI0000002762	91j	05/03/2019	30 000	5,11%
BAT CI 91j 04/06/2019	CI0000002762	91 j	05/03/2019	30 000	5,11%
BAT CI 182j 11/09/2019	CI0000002770	182j	13/03/2019	30 000	5,53%
OAT CI 3 ans 20/03/2024	CI0000002788	3	19/03/2019	30 000	6,81%
BAT 182j 24/09/2019	CI0000002796	182j	26/03/2019	30 000	5,53%
BAT 182j 14/07/2019	CI0000002812	182j	12/04/2019	25 000	5,10%
BAT CI 91j 28/07/2019	CI0000002820	91j	26/04/2019	30000	4,90%
OAT CI 3 ans 06/05/2022	CI0000002846	3	03/05/2019	150 000	6,80%
BAT CI 91j 13/08/2019	CI0000002853	91j	14/05/2019	25 000	4,43%
BAT CI 1 an 19/05/2020	CI0000002861	1	21/05/2019	40 000	5,45%
BAT CI 1an 19/05/2020	CI0000002861	1	21/05/2019	40 000	5,45%
OAT CI 3 ans 22/05/2022	CI0000002879	3	21/05/2019	40000	5,75%
BAT CI 91 j 26/08/2019	CI0000002887	91j	27/05/2019	25 000	4,53%
BAT CI 91j 23/09/2019	CI0000002929	91j	24/06/2019	25 000	4,38%
BAT CI 91 j 08/10/2019	CI0000002945	91j	09/07/2019	55 000	4,90%
BAT CI 91 j 15/10/2019	CI0000002978	91j	16/07/2019	25 000	4,86%
OAT CI 3 ans 24/07/2022	CI0000002986	3	23/07/2019	25 000	6,42%
BAT CI 91j 04/11/2019	CI0000003000	91j	05/08/2019	27500	4,87%
OAT CI 3 ans 06/08/2022	CI0000003018	3	05/08/2019	27500	6,41%
BAT CI 91j 19/11/2019	CI0000003026	91j	20/08/2019	25 000	4,82%
BAT CI 91j 16/12/2019	CI0000003034	91j	16/09/2019	12 127	4,50%
OAT CI 3 ans 17/09/2022	CI0000003042	3	16/09/2019	42 872,75	6,39%
BAT CI 91j 24/12/2019	CI0000003083	91j	24/09/2019	25 000	4,26%
BAT 91j 29/12/2019	CI0000003075	91j	27/09/2019	25 000	4,12%
OAT CI 3 ans 04/10/2022	CI0000003091	91j	03/10/2019	150 000	5,90%
BAT CI 91j 14/04/2020	CI0000003141	91j	14/01/2020	55 000	4,03%
BAT CI 182j 21/07/2020	CI0000003141	182j	21/01/2020	25 000	
BAT CI 91j 28/04/2020	CI0000003182	91j	28/01/2020	60 000	3,87%
BAT CI 91j 05/05/2020	CI0000003208	91j	04/02/2020	25 000	
BAT CI 1 an 09/02/2021	CI0000003216	1	11/02/2020	55 000	5,00%
BAT CI 91j 26/05/2020	CI0000003232	91j	25/02/2020	55 000	3,91%
OAT CI 5 04/03/2025	CI0000003257	5	03/03/2020	35 000	
BAT CI 91j 09/06/2020	CI0000003265	91j	10/03/2020	50 000	3,96%

BAT CI 3 27/03/2023	CI0000003307	3	26/03/2020	50 000	6,13%
BAT CI 91j 30/06/2020	CI0000003323	91j	31/03/2020	30 000	
BAT CI 91j 21/07/2020	CI0000003406	91j	21/04/2020	75 000	3,86%
BAT CI 91j 27/07/2020	CI0000003448	91j	27/04/2020	180 000	
BAT CI 91j 03/08/2020	CI0000003455	91j	04/05/2020	180 000	
BAT CI 91j 10/08/2020	CI0000003463	91j	11/05/2020	175 000	
BAT CI 91j 18/08/2020	CI0000003505	91j	19/05/2020	55 000	3,84%
BAT CI 91j 01/09/2020	CI0000003554	91j	02/06/2020	30 000	
BAT CI 3 03/06/2023	CI0000003521	3	02/06/2020	40 000	6,21%
BAT CI 91j 07/07/2020	CI0000002937	91j	02/06/2020	33 000	2,53%
BAT CI 182j 07/12/2020	CI0000003562	182j	08/06/2020	60 000	4,11%
BAT CI 91j 20/09/2020	CI0000003604	91j	19/06/2020	25 000	3,52%
BAT CI 1 an 29/06/2021	CI0000003612	1	30/06/2020	30 000	5,08%
BAT CI 91j 06/10/2020	CI0000003620	91j	07/07/2020	45 000	3,71%
BAT CI 91 j 13/10/2020	CI0000003661	91j	14/07/2020	50 000	3,67%
BAT CI 3 ans 22/07/2023	CI0000003695	3	21/07/2020	350 000	6,30%
OAT CI 3 28/09/2023	CI0000001897	3	21/07/2020	350 000	5,72%
BAT CI 91 j 26/10/2020	CI0000003687	91j	27/07/2020	30 000	3,48%
BAT CI 91J 02/11/2020	CI0000003729	91j	03/08/2020	200 000	2,29%
BAT CI 91j 03/11/2020	CI0000003745	91j	04/08/2020	55 000	3,19%
BAT CI 91j 09/11/2020	CI0000003760	91j	10/08/2020	100 000	2,23%
BAT CI 91j 16/11/2020	CI0000003778	91j	17/08/2020	25 000	3,28%
BAT CI 91j 24/11/2020	CI0000003786	91j	25/08/2020	50 000	3,36%
BAT CI 91j 08/12/2020	CI0000003802	91j	08/09/2020	60 000	0,00%
BAT CI 91j 14/12/2020	CI0000003810	91j	14/09/2020	30 000	3,02%
BAT CI 91j 20/12/2020	CI0000003828	91j	18/09/2020	25 000	2,99%
BAT CI 91j 29/12/2020	CI0000003851	91j	29/09/2020	55 000	0,00%
OAT CI 3 07/10/2023	CI0000003885	3	06/10/2020	30 000	6,01%
BAT CI 28J 17/11/2020	CI0000003927	28j	20/10/2020	30 000	2,00%
BAT CI 28j 30/11/2020	CI0000003935	28j	02/11/2020	200 000	2,61%
BAT CI 28j 07/12/2020	CI0000003943	28j	06/11/2020	100 000	2,53%
BAT CI 28j 07/12/2020	CI0000003950	28j	09/11/2020	30 000	1,98%
BAT CI 28j 28/12/2020	CI0000003992	28j	30/11/2020	200 000	2,46%
BAT CI 28j 04/01/2021	CI0000004008	28j	07/12/2020	110 000	2,07%

OAT CI 5 09/12/2025	CI0000004016	5	08/12/2020	50 000	5,93%
BAT CI 182j 13/06/2021	CI0000004040	182j	11/12/2020	30 000	3,00%
BAT CI 54j 09/02/2021	CI0000003216	54j	16/12/2020	103 000	2,39%
BAT CI 1 an 15/12/2021	CI0000004073	1	22/12/2020	105 000	4,54%
BAT CI 84j 23/03/2021	CI0000004081	84j	29/12/2020	105 000	2,86%
BAT CI 1 an 29/11/2022	CI0000004917	1	31/11/2021	35 000	2,51%
BAT CI 1 an 22/11/2022	CI0000004909	1	23/11/2021	45 000	2,58%
BAT CI 1 an 25/10/2022	CI0000004883	1	26/10/2021	45 000	2,72%
BAT CI 1 an 11/10/2022	CI0000004875	1	11/10/2022	45 000	2,78%
OAT CI 5 ans 29/09/2026	CI0000004859	5	28/09/2021	30 000	
BAT CI 91 j 14/12/2021	CI0000004818	91j	14/09/2021	60 000	
BAT CI 91 j 09/12/2021	CI0000004792	91j	09/09/2021	30 000	2,33%
BAT CI 91 j 23/11/2021	CI0000004743	91j	24/08/2021	60000*	
BAT CI 91 j 16/11/2021	CI0000004750	91j	17/08/2021	30 000	2,51%
BAT CI 91 j 02/11/2021	CI0000004727	91j	03/08/2021	55 000	2,50%
BAT CI 91 j 26/10/2021	CI0000004693	91j	27/07/2021	30 000	2,53%
BAT CI 91 j 12/10/2021	CI0000004677	91j	13/07/2021	60 000	2,56%
BAT CI 91 j 05/10/2021	CI0000004651	91j	06/07/2021	30 000	2,52%
BAT CI 91 j 28/09/2021	CI0000004537	91j	29/06/2021	60 000	2,55%
BAT 5 ans 23/06/2026	CI0000004511	5	22/06/2021	35 000	5,77%
BAT 182 j 14/12/2021	CI0000004461	182j	15/06/2021	65 000	2,59%
BAT CI 91 j 07/09/2021	CI0000004438	91j	08/06/2021	65 000	
BAT 3 ans 26/05/2024	CI0000004412	3	25/05/2021	35 000	5,59%
BAT CI 364 j 17/05/2022	CI0000004404	1	18/05/2021	60 000	4,25%
BAT 182 j 09/11/2021	CI0000004388	182 j	11/05/2021	60 000	2,59%
BAT CI 91 j 27/07/2021	CI0000004347	91j	27/04/2021	60 000	2,53%
OAT CI 3 ans 23/04/2024	CI0000004354	3	22/04/2021	30 000	5,53%
BAT CI 91 j 15/07/2021	CI0000004305	91j	15/04/2021	60 000	2,67%
BAT 182 j 28/09/2021	CI0000004289	182j	30/03/2021	30 000	2,65%
BAT CI 91 j 15/06/2021	CI0000004263	91j	16/03/2021	65 000	2,65%
BAT 182 j 31/08/2021	CI0000004248	182j	02/03/2021	65000*	2,74%
BAT 182 j 24/08/2021	CI0000004214	182j	23/02/2021	65000*	2,71%
BAT CI 91 j 18/05/2021	CI0000004198	91j	16/02/2021	30 000	2,68%
BAT 182 j 10/08/2021	CI0000004164	182j	10/08/2021	65000*	3,02%
BAT 182 j 03/08/2021	CI0000004131	182j	02/02/2021	65000*	3,01%
BAT 182 j 20/07/2021	CI0000004115	182j	19/01/2021	30 000	2,99%
BT CI 91 j 13/04/2021	CI0000004107	91j	12/01/2021	65 000	2,98%

BAT 182 j 12/07/2022	CI0000004941	182j	11/01/2022	60 000	2,45%
BAT CI 91 j 19/04/2022	CI0000004966	91j	18/01/2022	60 000	2,33%
BAT 182 j 09/08/2022	CI0000005013	182j	08/02/2022	60 000	2,45%
BAT CI 91j 17/05/2022	CI0000005039	91j	15/02/2022	30 000	2,25%
BAT 182 j 23/08/2022	CI0000005054	182j	22/02/2022	65 000	2,40%
BAT 182 j 30/08/2022	CI0000005088	182j	01/03/2022	60 000	2,39%
BAT CI 91j 14/06/2022	CI0000005104	91j	15/03/2022	65 000	2,28%
BAT 182 j 121/10/2022	CI0000005187	182j	12/04/2022	50 000	2,43%
BAT CI 91 j 19/07/2022	CI0000005229	91j	19/04/2022	70 000	2,36%
BAT 182 j 25/10/2022	CI0000005245	182j	26/04/2022	65 000	2,52%
BAT 182 j 03/11/2022	CI0000005252	182j	05/05/2022	50 000	2,60%
BAT CI 91 J 16/08/2022	CI0000005278	91j	17/05/2022	70 000	2,42%
BAT 182 j 29/11/2022	CI0000005294	182j	31/05/2022	70 000	2,67%
BAT CI 91 j 13/09/2022	CI0000005328	91j	14/06/2022	60 000	2,65%
BAT CI 91 J 27/09/2022	CI0000005369	91j	29/06/2022	65 000	2,76%
BAT CI 3ans 14/07/2025	CI0000005435	3 ans	13/07/2022	116 298	5,49%
BAT CI 91 j 18/10/2022	CI0000005476	91j	19/07/2022	60 000	2,74%
BAT CI 91 j 01/11/2022	CI0000005492	91j	02/08/2022	65 000	2,73%
BAT CI 91 j 15/11/2022	CI0000005526	91j	16/08/2022	20 000	2,69%
BAT CI 91 j 29/11/2022	CI0000005559	91j	30/08/2022	60 000	2,65%
BAT CI 91 j 08/12/2022	CI0000005567	91j	06/09/2022	50 000	2,71%
BAT CI 91 j 20/12/2022	CI0000005609	91j	20/09/2022	65 000	2,73%
BAT CI 91 j 27/12/2022	CI0000005633	91j	27/09/2022	30 000	2,81%
BAT CI 28 J 10/11/2022	CI0000005666	28j	13/10/2022	25 000	2,52%
BAT CI 1 an 11/04/2023	CI0000005195	1	05/12/2022	30 000	2,72%
BAT CI 1 an 12/12/2023	CI0000005781	1	13/12/2022	35 000	3,52%
BAT CI 1 an 04/12/2022	CI0000005765	1	20/12/2022	35 000	3,61%
BAT CI 91 J 10/04/2023	CI0000005799	91 J	09/01/2023	65 000	3,20%
BAT CI 91 J 18/04/2023	CI0000005815	91 J	17/01/2023	65 000	3,25%
BAT CI 91 J 09/05/2023	CI0000005856	91 J	07/02/2023	65 000	3,26%
BAT CI 182 J 15/08/2023	CI0000006037	182 J	14/02/2023	65 000	3,94%
BAT CI 182 J 29/08/2023	: CI0000006136	182 J	28/02/2023	85 000	5,20%
BAT CI 91 J 13/06/2023	CI0000006177	91 J	17/03/2023	80 000	5,53%
BAT CI 182 J 20/09/2023	CI0000006219	182 J	21/03/2023	85 000	
BAT CI 182 J 20/09/2023	CI0000006219	182 J	29/03/2023	85 000	6,09%
BAT CI 182 J 05/10/2023	CI0000006243	182 J	06/04/2023	65 000	6,34%
BAT CI 182 J 16/10/2023	CI0000006268	182J	17/04/2023	60 000	6,56%
BAT CI 91 J 25/07/2023	CI0000006300	91J	25/04/2023	60 000	5,80%

BAT CI 91 J 01/08/2023	CI000006326	91 J	02/05/2023	30 000	6,00%
BAT CI 91J 08/08/2023	CI000006342	91J	09/05/2023	70 000	6,01%
BAT CI 91 J 16/08/2023	CI000006409	91 J	15/05/2023	65 000	6,09%
BAT CI 182 J 28/11/2023	CI000006433	182 J	30/05/2023	65 000	6,55%
BAT CI 182 J 12/12/2023	: CI000006466	182 J	13/06/2023	50 000	
BAT CI 91J 19/09/2023	CI000006490	91 J	20/06/2023	50 000	6,03%
BAT CI 364J 27/08/2023	CI000006557	364J	27/06/2023	295 000	
BAT CI 91 J 10/10/2023	CI000006581	91J	11/07/2023	60 000	6,19%
BAT CI 337J 18/06/2024	CI000006508	337J	14/07/2023	80 249	6,64%
BAT CI 91 J 17/10/2023	CI000006615	91 J	18/07/2023	115 000	6,26%
BAT CI 91 J 23/10/2023	CI000006623	91 J	24/07/2023	30 000	6,34%
BAT CI 91J 31/10/2023	CI000006631	91J	01/08/2023	50 000	6,23%
BAT CI 91 J 14/11/2023	CI000006664	91 J	14/08/2023	30 000	6,15%
BAT CI 91 J 21/11/2023	CI000006714	91J	22/08/2023	80 000	4,82%
BAT CI 91 J 28/11/2023	CI000006722	91 J	29/08/2023	40 000	5,68%
BAT CI 84J 07/12/2023	CI000006755	84J	14/09/2023	50 000	6,11%
BAT CI 364J 17/09/2024	CI000006789	364 J	19/09/2023	180 000	6,92%
BAT CI 358J 26/09/2024	CI000006813	358J	04/10/2023	76 609	6,95%
BAT CI 28 J 07/11/2023	CI000006854	28 J	10/10/2023	60000	4,03%
BOAT CI 28J 13/11/2023	CI000006896	28 J	16/10/2023	30000	4,31%
OAT CI 364J 22/10/2023	CI000006920	364J	24/10/2023	50 000	6,89%
BAT CI 28J 05/12/2024	CI000006995	28J	07/11/2023	50 000	4,54%
BAT CI 28J 12/12/2023	CI000007035	28J	14/11/2023	50 000	5,06%
BAT CI 28J 26/12/2023	CI000007043	28J	28/11/2023	50 000	5,12%
BAT CI 121J 04/04/2024	CI000006250	121J	05/12/2023	40 000	6,54%
BAT CI 114J 04/04/2024	CI000006250	114 J	12/12/2023	20 000	6,28%
BAT CI 83 J 19/03/2024	CI000006227	83 J	27/12/2023	70 000	6,53%

6.4 DÉTAIL DES TITRES EN VIE EN FIN 2023

Libellé	ISIN	Maturité (an- nées)	Date d'émis- sion	RMP* (en %)	Coupon (en %)	Encours en fin N (Millions de FCFA)
OAT 3ans 03/02/2024	CI0000004123	3 ans	02.févr.21	5,73	5,5	46,5
OAT 3ans 24/02/2024	CI0000004206	3 ans	23.févr.21	5,64	5,5	38,8
OAT 3ans 03/03/2024	CI0000004271	3 ans	02.mars.21	5,73	5,5	43
OAT 5ans 20/03/2024	CI0000002788	5 ans	19.mars.19		5,8	10,5
OAT 3ans 23/03/2024	CI0000004354	3 ans	22.avr.21	5,53	5,5	33
OAT 3ans 28/03/2024	CI0000004339	3 ans	27.avr.21	5,6	5,5	45

OAT 5ans 06/05/2024	CI0000002838	5 ans	05.mai.19		6	40,99
OAT 3ans 12/05/2024	CI0000004370	3 ans	11.mai.21	5,59	5,5	34,39
OAT 3ans 26/05/2024	CI0000004412	3 ans	25.mai.21	5,59	5,5	38,5
OAT 3ans 16/06/2024	CI0000004453	3 ans	16.juin.21	5,56	5,5	45,08
OAT 3ans 25/08/2024	CI0000004768	3 ans	24.août.21	5,08	5,5	24
OAT 7 ans 13/09/2024	CI0000002366	7 ans	12.sept.17	5,36	6,1	5,38
OAT 5 ans 04/10/2024	CI0000003109	5 ans	03.oct.19		6	38,4
OAT 10 ans 11/06/2025	CI0000001665	10 ans	10.juin.15		5,99	25,61
OAT 5 ans 03/03/2025	CI0000003257	5 ans	02.mars.20	6,18	5,85	37,5
OAT 3ans 23/03/2025	CI0000005138	3 ans	22.mars.22	4,43	5	22,63
OAT 5ans 27/03/2025	CI0000003315	5 ans	27.mars.20		5,85	28,05
OAT 5ans 02/06/2025	CI0000003539	5 ans	03.juin.20		5,85	44,3
OAT 3ans 29-juin-25	CI0000005351	3 ans	28.juin.22	5,98	5	40
OAT 3ans 13/07/2025	CI0000005419	3 ans	12.juil.22	5,52	5,2	25
OAT 3ans 14/07/2025	CI0000005435	3 ans	13.juil.22	5,49	5,2	99,23
OAT 3 ans 20/07/2025	CI0000005468	3 ans	19 .juil.22	5,38	5,2	37
OAT 5 ans 22/07/2025	CI0000003703	5 ans	21.juil.20		5,85	83,42
OAT 3 ans 03/8/2025	CI0000005500	3 ans	02.août.22	5,43	5,2	42,6
OAT 3 ans 31/08/2025	CI0000005534	3 ans	30.août.22	5,49	5,2	29
OAT 3 ans 07/09/2025	CI0000005591	3 ans	06.sept.22	5,63	5,2	47,77
OAT 3 ans 21/09/2025	CI0000005617	3 ans	20.sept.22	5,55	5,2	44,88
OAT 5 ans 30/09/2025	CI0000003877	5 ans	29.sept.20		5,85	15,15
OAT 3 ans 23/11/2025	CI0000005740	3 ans	22.nov.22	5,55	5,2	30,15
OAT 3 ans 06/12/2025	CI0000005773	3 ans	05.déc.22	5,56	5,2	22,85
OAT 5 ans 09/12/2025	CI0000004016	5 ans	08.déc.20		5,6	32
OAT 3 ans 18/01/2026	CI0000005823	3 ans	17.janv.23	5,65	5,2	12
OAT 3 ans 08/02/2026	CI0000005922	3 ans	07.févr.23	6,04	5,3	22
OAT 5 ans 03/03/2026	CI0000004230	5 ans	02.mars.21		5,6	7
OAT 3 ans 20/03/2026	CI0000006185	3 ans	19.mars.23	6,43	5,3	19
OAT 5 ans 17/03/2026	CI0000004255	5 ans	16.mars.21	6,43	5,6	21,22
OAT 3 ans 18/04/2026	CI0000006284	3 ans	17.avr.23	6,63	5,3	6,72
OAT 3 ans 10/05/2026	CI0000006375	3 ans	09.mai.23	7,21	6	25,92
OAT 3 ans 17/05/2026	CI0000006425	3 ans	16.mai.23	7,28	5,5	15,82
OAT 3 ans 31/05/2026	CI0000006458	3 ans	30.mai.23	7,26	5,5	5,7
OAT 5 ans 09/06/2024	CI0000004446	5 ans	08.juin.21		5,6	38,25
OAT 3 ans 14/06/2026	CI0000006482	3 ans	13.juin.23	7,25	5,5	24,64
OAT 3 ans 21/06/2026	CI0000006516	3 ans	20.juin.23	7,3	5,5	20
OAT 5 ans 23/06/2026	CI0000004511	5 ans	22.juin.21		5,6	27,2

OAT 3 ans 30/06/2026	CI0000006565	3 ans	29.juin.23	6,98	5,5	272,57
OAT 3 ans 12/07/2026	CI0000006607	3 ans	11.juil.23	6,92	5,5	9,84
OAT 5 ans 14/07/2026	CI0000004669	5 ans	13.juil.21		5,6	32,44
OAT 3 ans 03/08/2026	CI0000006656	3 ans	02.août.23	7,21	5,5	6,1
OAT 3 ans 23/08/2026	CI0000006706	3 ans	22.août.23	6,92	5,5	45,55
OAT 5 ans 25/08/2026	CI0000004776	5 ans	25.août.21		5,6	42
OAT 3 ans 30/08/2026	CI0000006748	3 ans	29.août.23	7,18	5,5	50,73
OAT 3 ans 15/09/2026	CI0000006771	3 ans	15.sept.23	7,21	5,5	11,48
OAT 5 ans 15/09/2026	CI0000004826	5 ans	14.sept.21	4,96	5,6	26
OAT 3 ans 29/09/2026	CI0000006839	3 ans	28.sept.23	7,06	5,5	279,01
OAT 3 ans 11/10/2026	CI0000006888	3 ans	11.oct.23	7	5,5	10,61
OAT 3 ans 25/10/2026	CI0000006938	3 ans	24.oct.23	7,22	5,5	8,02
OAT 3 ans 08/11/2026	CI0000007019	3 ans	07.nov.23	7,19	5,5	11,09
OAT 3 ans 06/11/2026	CI0000007050	3 ans	05.déc.23	7,25	5,5	30,08
OAT 5 ans 02/02/2027	CI0000004982	5 ans	01.févr.22	4,23	5,2	38,5
OAT 5 ans 16/03/2027	CI0000005112	5 ans	15.mars.22	4,71	5,2	35,8
OAT 5 ans 23/03/2027	CI0000005120	5 ans	22.mars.22	4,88	5,2	15,87
OAT 5 ans 20/04/2027	CI0000005203	5 ans	19.avr.22	5,16	5,2	45,86
OAT 5 ans 27/04/2027	CI0000005237	5 ans	26.avr.22	5,18	5,2	28,15
OAT 5 ans 18/05/2027	CI0000005286	5 ans	17.mai.22	5,2	5,2	41
OAT 5 ans 01/06/2027	CI0000005302	5 ans	31.juin.22	5,29	5,2	32,21
OAT 7 ans 03/06/2027	CI0000003547	7 ans	02.juin.20	5,58	5,95	7
OAT 5 ans 15/06/2027	CI0000005336	5 ans	14.juin.22	5,39	5,2	32
OAT 5 ans 13/07/2027	CI0000005427	5 ans	12.juil.22	5,52	5,4	11
OAT 5 ans 17/09/2022	CI0000005443	5 ans	13.juil.22	5,39	5,4	17,07
OAT 5 ans 20/07/2027	CI0000005450	5 ans	19.juil.22	5,63	5,4	9,05
OAT 7 ans 22/07/2027	CI0000003711	7 ans	21.juil.20	5,88	5,95	15,11
OAT 5 ans 31/08/2027	CI0000005542	5 ans	30.août.22	5,62	5,4	7
OAT 5 ans 07/07/2027	CI0000005575	5 ans	06.sept.22	5,63	5,4	23,83
OAT 10 ans 13/09/2027	CI0000002374	10 ans	12.sept.17		6,2	2,11
OAT 5 ans 21/09/2027	CI0000005625	5 ans	20.sept.22	5,63	5,4	4,5
OAT 5 ans 23/11/2027	CI0000005732	5 ans	22.nov.22	5,55	5,4	2,1
OAT 7 ans 09/12/2027	CI0000004024	7 ans	08.déc.20	6,04	5,7	20
OAT 7 ans 12/05/2028	CI0000004362	7 ans	11.mai.21	5,93	5,7	19,96
OAT 5 ans 29/06/2028	CI0000006573	5 ans	30.juin.23	6,8	5,7	51,93
OAT 7 ans 14/07/2028	CI0000004685	7 ans	13.juil.21	5,87	5,7	5,1
OAT 7 ans 15/09/2028	CI0000004800	7 ans	14.sept.21	5,38	5,7	40
OAT 5 ans 20/03/2028	CI0000006847	5 ans	19.sept.23	3,37	5,7	12,92

OAT 5 ans 29/09/2028	CI0000006946	5 ans	28.sept.23	7,21	5,7	45,49
OAT 7 ans 25/10/2030	CI0000005062	7 ans	24.oct.23	7,51	5,7	5,08
OAT 7 ans 23/02/2029	CI0000005211	7 ans	22.févr.22	5,27	5,3	30,3
OAT 7 ans 07/09/2029	CI0000005583	7 ans	06.sept.22	5,77	5,3	28,7
OAT 7 ans 20/09/2030	CI0000006805	7 ans	19.sept.23	5,93	5,6	4,55
OAT 7 ans 25/10/2030	CI0000006987	7 ans	24.oct.23	5,59	6	2,3
OAT 10 ans 09/12/2030	CI0000004032	10 ans	08.déc.20	6,05	6	18,68
OAT 10 ans 09/06/2031	CI0000004420	10 ans	08.juin.21	6,05	5,85	3
OAT 10 ans 29/09/2031	CI0000004867	10 ans	28.sept.21	5,81	5,85	33,25
OAT 10 ans 23/02/2032	CI0000005047	10 ans	22.févr.22	5,5	5,85	33
OAT 12 ans 23/06/2031	CI0000004529	12 ans	22.juin.21	6,11	5,5	10,24
OAT 10 ans 08/11/2033	CI0000007027	10 ans	08.nov.23	6,58	6	22,72
BAT 1 an 08/01/2024	CI0000005807	1 an	09.janv.23	3,63	0	18
BAT 1 an 30/01/2024	CI0000005849	1 an	31-janv-23	3,99	0	28,95
BAT 1 an 13/02/2024	CI0000006128	1 an	14.févr.23	4,71	0	34,61
BAT 1 an 19/03/2024	CI0000006227	1 an	21.mars.23		0	45,8
BAT 1 an 04/04/2024	CI0000006250	1 an	06.avr.23	6,36	0	49,17
BAT 1 an 15/04/2024	CI0000006276	1 an	18.avr.23		0	21,5
BAT 1 an 23/04/2024	CI0000006318	1 an	25.avr.23	6,93	0	21,5
BAT 1 an 07/05/2024	CI0000006367	1 an	09.mai.23	6,87	0	15,65
BAT 1 an 14/05/2024	CI0000006417	1 an	16.mai.23	6,85	0	56,74
BAT 1 an 28/05/2024	CI0000006441	1 an	30.mai.23	7,05	0	29,24
BAT 1 an 11/06/2024	CI0000006474	1 an	14.juin.23	7,15	0	30,36
BAT 1 an 18/06/2024	CI0000006508	1 an	20.juin.23	7,18	0	36,81
BAT 1 an 27/06/2024	CI0000006557	1 an	27.juin.23		0	40,66
BAT 1 an 09/07/2024	CI0000006599	1 an	11.juil.23	7,05	0	39,5
BAT 1 an 30/07/2024	CI0000006649	1 an	01.août.23	7,09	0	21,32
BAT 1 an 20/08/2024	CI0000006672	1 an	22.août.23	6,78	0	10,5
BAT 1 an 27/08/2024	CI0000006730	1 an	29.août.23	6,92	0	15,7
BAT 1 an 05/09/202	CI0000006763	1 an	14.sept.23	6,9	0	26,03
BAT 1 an 17/09/2024	CI0000006789	1 an	19.sept.23		0	116,45
BAT 1 an 17/09/2024	CI0000006813	1 an	25.sept.23		0	66,55
BAT 1 an 08/10/2024	CI0000006870	1 an	10.oct.23	6,92	0	6,81
BAT 1 an 22/10/2024	CI0000006920	1 an	25.oct.23	6,89	0	8,72
BAT 1 an 05/11/2024	CI0000007001	1 an	08.nov.23	6,96	0	2

Adjudication (pour les titres publics) : vente aux enchères des titres admis par le Gouvernement central. Dans la zone UEMOA, elle est organisée UMOA-Titres avec le concours de la BCEAO et seules les banques et autres institutions financières régionales qui ont des comptes à la BCEAO peuvent y participer. Les autres investisseurs, personnes morales et physiques ne peuvent souscrire aux adjudications que par l'intermédiaire des banques et de SGI de l'UEMOA.

Amortissement ou échéance : période entre le décaissement d'un prêt et son dernier remboursement, composée du délai de grâce et de la période de remboursement.

Appel public à l'épargne : levée de capitaux (actions ou obligations) sur le marché financier régional par l'intermédiaire d'une SGI. Il est ouvert à tout épargnant.

Avoirs extérieurs nets (AEN) : créances ou engagements nets des institutions monétaire (Banque Centrale et banques) sur l'extérieur. Ce poste correspond à l'ensemble des rubriques des situations de la Banque Centrale et des banques relatives à leurs opérations avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des avoirs extérieurs bruts, l'ensemble des engagements extérieurs, y compris les engagements à moyen et long terme.

Besoin de financement de l'Etat : montant global nécessaire pour couvrir le déficit budgétaire primaire et les charges d'intérêt et d'amortissement liées à la dette.

Bons du Trésor : titres publics à court terme d'une durée inférieure ou égale 2 ans, émis par un Etat membre de l'UEMOA.

Club de Paris : groupe informel de pays créanciers (généralement des pays de l'OCDE), qui se réunissent à Paris pour négocier des accords de restructuration de la dette avec des pays débiteurs connaissant des problèmes de service de la dette.

Créanciers bilatéraux : gouvernements, banques centrales, agences et agences de crédit à l'exportation, qui prêtent à un gouvernement débiteur sur une base intergouvernementale.

Créanciers multilatéraux : institutions internationales qui prêtent des fonds à des termes concessionnels et/ou non-concessionnels, comme le FMI, la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

Crédits à l'économie (CE) : ensemble des concours consentis à l'économie par les banques (refinancés ou non), les établissements financiers (partie refinancée par la Banque Centrale) et par le Trésor (à travers l'acceptation de traites douanières).

Crédit intérieur = Crédit à l'économie + Position nette du Gouvernement (voir PNG).

Décaissement : versement de tout ou partie du montant contracté aux termes d'un prêt.

Déficit budgétaire : différence entre recettes totales et dépenses totales et prêts nets.

Déficit du compte courant : solde déficitaire des transactions courantes de la balance des paiements.

Déficit primaire : différence négative entre recettes et dépenses, hors paiements d'intérêt.

Dette publique extérieure : emprunts de l'administration centrale à l'égard des non-résidents.

Dette publique intérieure : emprunts de l'administration centrale à l'égard des résidents.

Dette non-concessionnelle : dette contractée aux conditions du marché.

Dette publique : somme de toutes les dettes de l'administration centrale (extérieure et intérieure).

Élément don : différence entre la valeur nominale (VN) et la valeur actualisée (VA) du service de la dette exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt $((VN-VA)/VN)$.

Emprunt concessionnel : prêts et crédits qui sont assortis d'une période d'amortissement de longue durée et/ou de taux d'intérêt inférieurs au marché tels qu'ils comportent un élément don d'au moins 35 %.

Euro-bond (ou Euro-obligation) : obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays émetteur (ou du marché) dans laquelle elle est émise.

Inflation : hausse généralisée des prix à la consommation. Il en résulte une perte du pouvoir d'achat de la monnaie.

Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM) : initiative lancée en juin 2005 pour accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Initiative PPTE : cadre adopté par la Banque mondiale et le FMI en 1996 pour régler les problèmes de dette extérieure des pays pauvres très endettés, qui a pour objectif d'apporter un allégement global de la dette suffisant pour parvenir à la viabilité de la dette.

Masse monétaire (MO) : ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme)

Obligations du Trésor : titres publics à moyen ou long terme émis à travers des adjudications ou des appels publics à épargne.

Passif conditionnel : dettes contractées par les autres entités publiques à l'exception de l'administration centrale (collectivités locales et secteur para-public).

Pression fiscale : le ratio recettes fiscales rapportées au PIB.

Risque de refinancement : risque lié au renouvellement de la dette arrivée à échéance. Il peut porter sur le coût du refinancement ou l'impossibilité d'obtenir les montants souhaités.

Risque de taux d'intérêt : le risque de taux d'intérêt fait référence à la vulnérabilité du portefeuille de la dette et au coût de la dette du Gouvernement à des taux d'intérêt élevés du marché, au point où la dette à taux fixe et la dette à taux variable qui arrivent à maturation sont réévaluées.

Risques de change : risques liés aux fluctuations des taux de change.

Service de la dette : tout paiement à effectuer au titre du principal, des intérêts et des commissions d'un prêt.

Solde primaire : (voir déficit primaire).

Solde primaire de base : recettes totales hors dons - dépenses courantes + intérêts sur dette publique - dépenses en capital sur ressources propres.

Stock de la dette publique : montant à une date donnée des décaissements de dettes non encore remboursables.

Taux de change : prix d'une devise en termes d'une autre devise.

Taux d'endettement : ratio du stock de la dette publique rapportée au PIB.

Taux d'investissement de l'économie d'un pays : un ratio qui indique la formation brute de capital fixe de tous les agents économiques (gouvernement, entreprises, ménages) exprimée en pourcentage du PIB. Pour un pays, la FBCF est la somme des investissements matériels et logiciels réalisés pendant un an dans ce pays.

Taux de pauvreté : nombre de pauvres parmi la population totale. Il est généralement calculé sur la base d'un seuil de pauvreté équivalent de 1,25 dollars fixé par la Banque mondiale.

Les termes de l'échange : expriment pour un pays le rapport entre le prix des exportations et le prix des importations. Ils sont généralement calculés à partir d'indices de prix et indiquent une évolution par rapport à une année de référence ($T = [\text{indice des prix des exportations} / \text{indice des prix des importations}] \times 100$). Les termes d'échange s'améliorent dans le temps ($T > 100$) si une économie exporte une quantité moindre de marchandises pour se procurer la même quantité de biens importés (en d'autres termes, les mêmes quantités exportées permettent d'acheter une quantité accrue de marchandises importées) : les recettes d'exportation s'améliorent dans ce cas. Dans le cas inverse, les termes de l'échange se dégradent ($T < 100$). Ce rapport de prix traduit ainsi l'évolution du pouvoir d'achat des exportations en importations, à volume d'échanges donné (la structure des échanges est fixe) : il reflète la compétitivité-prix d'un pays (indépendamment de l'effet quantité).



Ensemble, construisons l'UMOA de demain



UMOA-Titres
Bâtir un Marché intégré des Titres Publics

Direction Nationale BCEAO
Boulevard Général de Gaulle
5^{ème} étage

BP 4709 Dakar, Sénégal
Tél.: + 221 33 849 28 28